

CONSEIL COMMUNAL DU 19 FÉVRIER 2024
GEMEENTERAAD VAN 19 FEBRUARI 2024NOTES EXPLICATIVES
TOELICHTINGSNOTA

Ouverture de la séance à 20:00
Opening van de zitting om 20:00

SÉANCE PUBLIQUE - OPENBARE ZITTING**Affaires générales - Algemene Zaken****1 Mise à l'honneur de Melle Lila Merle et M. Hillel Toledo en ouverture du conseil communal du 19/02/2024**

Le Conseil communal,

Considérant qu'en séance du 20/12/2023, le collège des bourgmestre et échevins a autorisé la mise à l'honneur de deux membres du club d'échec « Les deux fous du Diogène » ;

Considérant que ces deux jeunes sont Champions de Belgique dans la catégorie :

- 10 ans fille pour Lila MERLE
- 10 ans garçon pour Hillel TOLEDO ;

Considérant que Lila a déjà un petit palmarès pour son jeune âge :

- Vice-championne de Belgique des moins de 8 ans en 2021,
- Championne de Belgique des moins de 10 en 2023,
- Elle a participé au championnat du monde des Cadets en Egypte en octobre 2023,
- Elle est qualifiée pour le championnat de France Jeunes dans la catégorie des moins de 12 ans ;

Considérant que Hillel a un palmarès impressionnant pour le même âge :

- Deuxième des championnats de Belgique dans la catégorie u8 en 2020,
- Champion de Belgique de la catégorie u8 avec 7 victoires sur 7 en 2021,
- Troisième des championnats de Belgique u10 en 2022,
- Participe aux championnats d'Europe de la Jeunesse à Antalya et termine 34^{ème} la même année ,
- Tout comme sa 11^{ème} place aux championnats d'Europe de parties rapides à Thessalonique ,
- Champion de Belgique de la jeunesse pour la seconde fois mais dans la catégorie u10 en 2023,

- Il participe pour la première fois aux championnats du monde de la jeunesse fin 2023 et termine 55^{ème},
- Il bat son premier Maître Fide en partie officielle (blitz), toujours en 2023,
- Il atteint son meilleur classement Elo Fide classique (1788),
- Il rejoint la 1^{ère} équipe messieurs du club des Deux Fous du Diogène, en division 3 , entouré de deux de ses coaches formateurs,
- Il atteint son meilleur classement Elo Fide Blitz (1905 – dans le top 10 européen) et son meilleur classement Elo Fide Rapide (1731) en 2024 ;

Considérant qu'un trophée leur sera remis en ouverture du Conseil communal du 19/02/2024 à 20h00 ;

Considérant que le service des sports à un bon ouvert chez un fournisseur désigné pour l'achat des trophées ;

Décide d'autoriser la mise à l'honneur de Melle Lila Merle et M. Hillel Toledo en ouverture du Conseil communal du 19/02/2024 avec une remise de trophées à 20h00.

Huldiging van juffrouw Lila Merle en de heer Hillel Toledo bij de opening van de gemeenteraad van 19/02/2024

De gemeenteraad,

overwegende dat het college van burgemeester en schepenen in zijn zitting van 20/12/2023 toestemming heeft gegeven voor de huldiging van twee leden van de schaakclub "Les deux fous du Diogène";

overwegende dat deze twee jongeren Belgisch kampioen zijn de categorie:

- 10 jaar meisjes voor Lila MERLE
- 10 jaar jongens voor Hillel TOLEDO

overwegende dat Lila al een klein palmares heeft voor haar jonge leeftijd:

- Vice-Belgisch kampioene jonger dan 8 jaar in 2021,
- Belgisch kampioene jonger dan 10 jaar in 2023,
- Deelname aan het wereldkampioenschap bij de kadetten in Egypte in oktober 2023,
- Kwalificatie voor het jongerenkampioenschap in Frankrijk in de categorie jonger dan 12 jaar;

overwegende dat Hillel een indrukwekkend palmares heeft voor dezelfde leeftijd:

- Tweede op het Belgisch kampioenschap in de categorie u8 in 2020,
- Belgisch kampioen in de categorie u8 met 7 overwinningen op 7 in 2021,
- Derde op het Belgisch kampioenschap u10 in 2022,
- Deelname aan het Europees jeugdkampioenschap in Antalya et 34e plaats in datzelfde jaar,

- 11e plaats op het Europees kampioenschap snelle partijen in Thessaloniki;
- Belgisch jeugdkampioen voor de tweede keer, maar in de categorie u10 in 2023,
- Eerste deelname aan het wereldkampioenschap voor jeugd eind 2023 met een 55e plaats;
- Verslaat zijn eerste FIDE master in een officiële partij (blitz), ook in 2023,
- Beste rangschikking Elo Fide classique (1788),
- Sluit zich aan bij de 1e herenploeg van de club Deux Fous du Diogène, in 3e divisie, omringd door twee van zijn lesgevers-coaches,
- Beste rangschikking Elo Fide Blitz (1905 - in de Europese top 10) en beste rangschikking Elo Fide Rapide (1731) in 2024;

overwegende dat zij een trofee overhandigd zullen krijgen bij de opening van de gemeenteraad van 19/02/2024 om 20 uur;

overwegende dat de dienst Sport een openstaande bon heeft bij een aangestelde leverancier voor de aankoop van trofeeën;

BESLIST om toestemming te geven voor de huldiging van juffrouw Lila Merle en de heer Hillel Toledo bij de opening van de gemeenteraad van 19/02/2024 met overhandiging van trofeeën om 20 uur.

Secrétariat - Secretariaat

2 Procès-verbal de la séance du Conseil communal du 22.01.2024

Le procès-verbal de la séance précitée, mis à disposition des membres du Conseil communal conformément aux dispositions de la Nouvelle loi communale et du Règlement d'ordre intérieur.

Proces-verbaal van de zitting van de Gemeenteraad van 22.01.2024

Het proces-verbaal van de voormelde zitting, ter beschikking gesteld van de gemeenteraadsleden conform de bepalingen van de nieuwe gemeentewet en van het huishoudelijk reglement.

Contentieux - Geschillen

3 Rue Philippe Baucq 50-52 - Arrêté du Bourgmestre du 01.02.2024 interdisant partiellement l'occupation de l'immeuble - Prise de connaissance.

Le Conseil communal,

Vu la Nouvelle Loi communale, et plus particulièrement ses articles 133 bis et 135 § 2 ;

Considérant que, le 25 janvier dernier, un rapport de l'Observatoire du logement a fait état du fait que l'immeuble situé rue Philippe Baucq 50-52 à Etterbeek est occupé sans titre ni droit par l'ASBL ARKA, que plusieurs personnes ont établi leur résidence dans les lieux, et que les représentants de ladite ASBL ont informé la commune d'Etterbeek de leur intention d'y établir « un lieu d'échange, de

rencontre et de partage qui aura pour base un café associatif ainsi qu'une bibliothèque » ;

Considérant que les installations de ce bâtiment, notamment électriques, sont vétustes et non conformes à cette affectation ;

Considérant que, vu le risque accru en cas d'incendie et vu l'urgence, le Bourgmestre a adopté, le 1^{er} février, un arrêté ordonnant des mesures afin d'assurer la sécurité des personnes et l'organisation éventuelles des secours ;

PREND CONNAISSANCE de l'arrêté du Bourgmestre du 1^{er} février 2024, libellé comme suit :

« Le Bourgmestre,

Vu la nouvelle loi communale, notamment les articles 133 et 135 ;

Vu l'article 78 du règlement général de police ;

Vu le principe de précaution et de bonne administration ;

Vu le rapport établi par l'Observatoire du logement daté du 25 janvier 2024 ;

Attendu que les communes ont pour mission de faire jouir les habitants des avantages d'une bonne police, notamment en termes de sûreté et de tranquillité des rues, lieux et édifices publics ;

Que, plus particulièrement, sont confiés à la vigilance et à l'autorité des communes, le soin de prévenir, par les précautions convenables, et celui de faire cesser par la distribution des secours nécessaires, les accidents et fléaux calamiteux, tels que les incendies ;

Attendu que le bourgmestre est spécialement chargé de l'exécution des lois, décrets, ordonnances, règlements et arrêtés de police ; Qu'il est l'autorité responsable en matière de police administrative sur le territoire de la commune ;

Attendu que l'immeuble situé rue Philippe Baucq 50-52 à Etterbeek est occupé sans titre ni droit par l'ASBL ARKA ; Que plusieurs personnes ont établi leur résidence dans les lieux ; Qu'en outre, les représentants de ladite ASBL ont informé la commune d'Etterbeek de leur intention d'y établir « *un lieu d'échange, de rencontre et de partage qui aura pour base un café associatif ainsi qu'une bibliothèque* » ;

Considérant que l'immeuble précité est composé d'un rez-de-chaussée, de trois étages, d'un grenier et des caves ; Qu'il apparaît, après visite des inspecteurs communaux, que ses installations, notamment électriques, sont vétustes et non conformes ;

Considérant que les lieux présentent un risque accru d'incendie de par la non-conformité de ses installations et de par l'absence de tout dispositif visant à prévenir et à lutter contre le feu, si un sinistre venait à s'y déclarer ; Qu'il en découle un risque pour la sécurité des personnes occupant l'immeuble dont question ;

Considérant que, si la situation ne requiert pas d'interdire immédiatement l'occupation des lieux aux personnes y ayant établi leur résidence, il n'en demeure pas moins que les lieux ne sont manifestement ni aménagés, ni équipés pour permettre l'occupation intégrale de l'immeuble et, moins encore, pour permettre qu'un grand nombre de personnes ou du public y soit admis ; Qu'il apparaît, en effet, que les impératifs de sécurité, notamment en termes d'évacuation des personnes, ne sont pas rencontrés ;

Considérant que l'occupation des greniers, doit être strictement interdite au motif qu'ils sont, en termes de chemin d'évacuation, trop éloignés de l'entrée de l'immeuble et que leur accès, par les services de secours, n'est pas garantie ;

Considérant que l'occupation de l'immeuble, par toute personne autre que celles qui y résident effectivement, doit être interdite au motif que les lieux ne permettent pas l'accueil du public dans des conditions de sécurité suffisantes ;

Considérant que, lors de toute réunion quelconque organisée dans un lieu accessible au public, dont les organisateurs sont en défaut de prouver que ledit lieu est conforme aux impératifs de sécurité notamment en application de la réglementation en matière de sécurité incendie, l'autorité compétente pourra interdire ladite réunion et la police pourra, le cas échéant, faire évacuer et fermer l'établissement ;

Considérant qu'il y a, dès lors, lieu de prendre les mesures de police administrative visant à assurer la sécurité des personnes et l'organisation éventuelles des secours ;

ARRETE ET DECIDE CE QUI SUIVIT

Article 1^{er}

L'accès et l'occupation de l'immeuble sis rue Philippe Baucq 50-52 à Etterbeek est interdite à toute personne qui n'y a pas, à la date du présent arrêté, établi sa résidence effective ou qui n'y aurait pas spécialement et préalablement été autorisée par l'autorité compétente.

Article 2

Il est ordonné aux personnes qui ont établi leur résidence effective dans les lieux, pour le 2 février 2024 au plus tard, d'apporter la preuve de leur identité auprès du service population de l'administration communale d'Etterbeek.

Article 3

Il est ordonné aux personnes ayant établi leur résidence effective dans les lieux d'équiper immédiatement ceux-ci de détecteurs de fumées en nombre suffisant.

En outre, l'occupation des greniers leur est interdite.

Article 4

Il est ordonné aux services de police d'identifier et d'évacuer des lieux toute personne qui n'y ont pas établi leur résidence effective et, à partir du 3 février 2024, qui serait inconnue du service population en application de l'article 2 du présent arrêté.

Article 5

Le présent arrêté est affiché, ce même jour, par les services de police, sur la façade de l'immeuble visé à l'article 1^{er} du présent arrêté.

Article 6

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours introduit par requête adressée au greffe du Conseil d'État, rue de la Science 33 à 1040 Bruxelles, soit sous pli recommandé à la poste, soit suivant la procédure électronique dont les modalités sont expliquées sur le site internet du Conseil d'Etat : <http://www.raadvst-consetat.be>. Le requérant dispose d'un délai de 60 jours calendrier prenant cours à dater de la notification du présent arrêté.

La partie requérante peut également demander la suspension provisoire de l'arrêté, dans l'attente de son annulation éventuelle. Elle peut le faire soit immédiatement avec la requête en annulation, soit dans une requête ultérieure introduite avant le dépôt du rapport de l'auditorat. ».

Philippe Baucqstraat 50-52 – Besluit van de burgemeester van 01.02.2024 houdende het verbod op het gedeeltelijke gebruik van het gebouw - Kennisneming.

De gemeenteraad,

gelet op de Nieuwe Gemeentewet, in het bijzonder artikels 133 bis en 135 §2;

Overwegende dat op 25 januari van dit jaar in een rapport van het Huisvestingsobservatorium werd vastgesteld dat het gebouw gelegen aan de Philippe Baucqstraat 50-52 in Etterbeek zonder titel of recht wordt bezet door de VZW ARKA, dat verschillende personen hun woonplaats in deze lokalen gevestigd hebben en dat de vertegenwoordigers van voornoemde vzw de gemeente Etterbeek bovendien op de hoogte gebracht hebben van hun voornemen om er “een plaats voor uitwisseling, ontmoeting en delen te vestigen die zal steunen op een verenigingscafé en een bibliotheek”;

Overwegende dat de installaties in dit gebouw, in het bijzonder de elektrische installaties, verouderd zijn en niet beantwoorden aan deze bestemming;

Overwegende dat, gezien het verhoogde risico in geval van brand en de urgentie van de situatie, de burgemeester op 1 februari een besluit heeft aangenomen waarin maatregelen worden bevolen om de veiligheid van personen en de organisatie van de eventueel vereiste hulpdiensten te waarborgen;

NEEMT KENNIS van het besluit van de burgemeester van 1 februari 2024 dat als volgt luidt:

“De burgemeester,

gelet op de Nieuwe Gemeentewet, in het bijzonder de artikels 133 en 135;

gelet op artikel 78 van het algemeen politiereglement;

gelet op het voorzorgsprincipe en het principe van goed bestuur;

gelet op het verslag opgesteld door het Huisvestingsobservatorium op 25 januari 2024;

overwegende dat de gemeenten tot taak hebben om ten behoeve van de inwoners te voorzien in een goede politie, in het bijzonder de veiligheid en de rust op openbare wegen en plaatsen en in openbare gebouwen;

dat, meer in het bijzonder, de waakzaamheid en het gezag van de gemeenten belast zijn met het voorkomen, door het nemen van passende voorzorgsmaatregelen, en het beëindigen van rampen en plagen, zoals brand;

overwegende dat de burgemeester in het bijzonder belast is met de uitvoering van de wetten, decreten, ordonnanties, reglementen en politieverordeningen; dat hij de autoriteit is die verantwoordelijk is voor de administratieve politie op het grondgebied van de gemeente;

overwegende dat het gebouw gelegen aan de Philippe Baucqstraat 50-52 in Etterbeek zonder titel of recht wordt gebruikt door de vzw ARKA; dat verschillende personen hun woonplaats in deze lokalen gevestigd hebben; dat de vertegenwoordigers van voornoemde vzw de gemeente Etterbeek bovendien op de hoogte gebracht hebben van hun voornemen om er “een plaats voor uitwisseling, ontmoeting en delen te vestigen die zal steunen op een verenigingscafé en een bibliotheek”;

overwegende dat voornoemd gebouw bestaat uit een benedenverdieping, drie bovenverdiepingen, een zolder en kelders; dat na een bezoek door de gemeentelijke inspecteurs blijkt dat de installaties, in het bijzonder de elektrische installaties, verouderd en niet conform zijn;

overwegende dat het gebouw een verhoogd risico op brand met zich meebrengt als gevolg van de niet-conformiteit van de installaties en het ontbreken van enige voorziening om brand te voorkomen en te bestrijden, mocht zich daar een ramp voordoen; dat er als gevolg daarvan een risico bestaat voor de veiligheid van de mensen die het gebouw in kwestie bewonen;

overwegende dat, hoewel de situatie geen onmiddellijk verbod vereist op het gebruik van de lokalen door de personen die er hun woonplaats hebben gevestigd, het een feit blijft dat de lokalen duidelijk niet ingericht of uitgerust zijn om een volledige bezetting van het gebouw toe te laten en, nog minder, om er een groot aantal personen of het publiek toe te laten; dat het er inderdaad op lijkt dat niet voldaan is aan de veiligheidsvereisten, in het bijzonder met betrekking tot de evacuatie van personen;

overwegende dat het gebruik van de zolders ten strengste moet worden verboden omdat zij, wat de vluchtweg betreft, te ver van de ingang van het gebouw verwijderd zijn en dat de toegang voor de hulpdiensten niet gewaarborgd is;

overwegende dat het gebruik van het gebouw door andere personen dan diegenen die er hun effectieve woonplaats hebben, moet worden verboden omdat het publiek er niet in voldoende veilige omstandigheden kan worden ontvangen;

overwegende dat in het geval van welke bijeenkomst dan ook die wordt georganiseerd op een plaats die toegankelijk is voor het publiek, wanneer de organisatoren niet kunnen aantonen dat die plaats voldoet aan de veiligheidseisen, met name wat betreft de toepassing van de

brandveiligheidsvoorschriften, de bevoegde overheid die bijeenkomst kan verbieden en de politie zo nodig het etablissement kan ontruimen en sluiten;

overwegende dat het bijgevolg noodzakelijk is bestuurlijke politiemaatregelen te nemen om de veiligheid van personen en de organisatie van eventuele hulpdiensten te waarborgen;

VERORDENT EN BESLIST WAT VOLGT

Artikel 1

De toegang tot en het gebruik van het gebouw gelegen aan de Philippe Baucqstraat 50-52 in Etterbeek is verboden voor elke persoon die er, op de datum van dit besluit, zijn effectieve woonplaats niet heeft gevestigd of die daarvoor vooraf geen speciale toestemming heeft gekregen van de bevoegde overheid.

Artikel 2

Aan de personen die er hun effectieve woonplaats hebben gevestigd wordt bevolen om uiterlijk op 2 februari 2024 een identiteitsbewijs te bezorgen aan de dienst Bevolking van het gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 3

Aan de personen die hun effectieve woonplaats hebben gevestigd in de lokalen wordt bevolen om deze lokalen onmiddellijk te voorzien van voldoende rookmelders.

Het is hen ook verboden zolders te gebruiken.

Artikel 4

Aan de politiediensten wordt bevolen om de personen die er niet hun effectieve woonplaats hebben gevestigd en die vanaf 3 februari 2024 onbekend zijn bij de dienst Bevolking in toepassing van artikel 2 van dit besluit, te identificeren en uit de lokalen te verwijderen.

Artikel 5

Dit besluit wordt vandaag aangeplakt door de politiediensten op de gevel van het gebouw bedoeld in artikel 1 van dit besluit.

Artikel 6

Tegen dit besluit kan een beroep worden ingediend aan de hand van een verzoekschrift aan de griffie van de Raad van State, Wetenschapsstraat 33 in 1040 Brussel, hetzij per post met een aangetekend schrijven, hetzij volgens de elektronische procedure die wordt uitgelegd op de website van de Raad van State <http://www.raadvst-consetat.be>. De eiser beschikt over een termijn van 60 kalenderdagen vanaf de datum van kennisgeving van dit besluit.

De eiser kan ook de voorlopige schorsing van het besluit vragen, in afwachting van de eventuele nietigverklaring ervan. Dat kan ofwel onmiddellijk met het verzoekschrift tot nietigverklaring, ofwel in een later verzoek dat wordt ingediend vóór de indiening van het rapport van de auditeur.”.

2 annexes / 2 bijlagen

20240201_Arrêté N signé.pdf, 20240201_Arrêté F signé.pdf

4 Rue Philippe Baucq 50-52 à Etterbeek – Occupation sans titre ni droit – Recours devant le Juge paix – Autorisation d’ester en justice.

Le Conseil communal,

Vu la Nouvelle loi communale, et notamment ses articles 123,8 et 270, alinéa 2 ;

Vu l’article 591 du Code judiciaire ;

Considérant que l’immeuble situé rue Philippe Baucq 50-52 à Etterbeek est occupé sans titre ni droit par l’ASBL ARKA, que plusieurs personnes ont établi leur résidence dans les lieux, et, qu’en outre, les représentants de ladite ASBL ont informé la commune d’Etterbeek de leur intention d’y établir « un lieu d’échange, de rencontre et de partage qui aura pour base un café associatif ainsi qu’une bibliothèque » ;

Considérant que la Commune, propriétaire du bien, souhaite vendre cet immeuble dans les prochains mois ;

Considérant qu’une présence de tiers dans l’immeuble est incompatible avec ce projet ; qu’il se justifie, dès lors, de mettre fin à cette occupation ;

Considérant que le Collège des Bourgmestre et Echevins, en séance du 31.01.2024, a notamment décidé d'introduire une action devant le juge de paix à cet effet ;

DECIDE d'autoriser le Collège à intenter un recours, devant le Juge de Paix, afin d'obtenir l'expulsion des personnes occupant, sans titre ni droit, l'immeuble situé rue Philippe Baucq 50-52 à Etterbeek.

Philippe Baucqstraat 50-52 te Etterbeek – Gebruik zonder titel of recht - Beroep bij de vrederechter - Toestemming om in rechte op te treden.

De gemeenteraad,

gelet op de Nieuwe Gemeentewet en in het bijzonder op artikels 123,8 en 270, alinea 2;

gelet op artikel 591 van het Gerechtelijk Wetboek;

overwegende dat het gebouw gelegen aan de Philippe Baucqstraat 50-52 in Etterbeek zonder titel of recht wordt gebruikt door de vzw ARKA; dat verschillende personen hun woonplaats in deze lokalen gevestigd hebben; dat de vertegenwoordigers van voornoemde vzw de gemeente Etterbeek bovendien op de hoogte gebracht hebben van hun voornemen om er “een plaats voor uitwisseling, ontmoeting en delen te vestigen die zal steunen op een verenigingscafé en een bibliotheek”;

overwegende dat de gemeente, eigenaar van het pand, dit gebouw de komende maanden wil verkopen;

overwegende dat de aanwezigheid van derden in het gebouw onverenigbaar is met dit project; dat het daarom gerechtvaardigd is om een einde te maken aan dit gebruik;

overwegende dat het college van burgemeester en schepenen in zijn zitting van 13 januari 2022 heeft beslist om daartoe een vordering in te stellen bij de vrederechten;

BESLIST om het college toestemming te geven om een beroep in te stellen bij de vrederechter om de uitzetting te bekomen van de personen die zonder titel of recht gebruikmaken van het gebouwen gelegen aan de Philippe Baucqstraat 50-52 in Etterbeek.

1 annexe / 1 bijlage
20240131_CBE_Décision de recours.pdf

5 Intervention financière communale dans les frais des établissements de culte – Budget 2023 St Antoine - Autorisation d'intenter un recours auprès du Conseil d'Etat.

Le Conseil communal,

Vu l'ordonnance du 10.12.2021 organique de la gestion des intérêts matériels des communautés culturelles locales reconnues, entrée en vigueur le 01.01.2023 et abrogeant notamment le décret impérial du 30.12.1809 concernant les fabriques des églises ;

Considérant que la nouvelle législation libère les communes de toute prise en charge de frais (ordinaires ou extraordinaires), la Région devenant le seul pouvoir subsidiant ;

Vu la circulaire du 23.06.2023 intitulée « Établissement de culte – Ordonnance du 10.12.2021 concernant la finalisation et le financement des dossiers d'investissements en cours et nouveaux travaux » ;

Considérant que ladite circulaire semble dépasser le cadre de l'ordonnance susmentionnée, notamment en ce qu'elle :

- énonce que « si les communes ont donné l'autorisation pour des travaux par les établissements de culte et se sont engagées pour le financement avant 2023, il s'agit de dossiers d'investissement en cours et les Communes resteront aussi après 2023 responsables pour le financement », alors qu'aux termes de la nouvelle ordonnance précitée, le financement des établissements n'est plus de la responsabilité des Communes depuis le 1er janvier 2023, et
- présente un caractère réglementaire sur plusieurs points ;

Vu le recours en annulation introduit contre cette circulaire, recours toujours pendant ;

Vu l'arrêté ministériel régional du 12.04.2023, approuvant le budget 2023 de l'établissement de culte Saint-Antoine, transmis à la Commune par mail du 14.12.2023 ;

Considérant que l'arrêté énonce que le budget extraordinaire de cet établissement de culte est à l'équilibre (0 € en recettes et 0 € en dépenses) ; que, pourtant, des études relatives à des travaux de rénovation à venir ont été effectuées en 2023 ;

Considérant que ce budget 2023 de l'établissement St Antoine, tel qu'il a été approuvé par la Région, ne correspond pas à la réalité, et est, de ce fait, sujet à caution ;

Considérant que le Collège des Bourgmestre et Echevins du 24.01.2024 a décidé d'introduire un recours contre ledit arrêté ;

Vu les articles 123, 8 et 270, alinéa 2 de la Nouvelle loi communale ;

DECIDE d'autoriser le Collège des Bourgmestre et Echevins à intenter un recours contre l'arrêté ministériel régional du 12.04.2023 approuvant le budget 2023 de l'établissement de culte Saint-Antoine.

Financiële bijdrage van de gemeenschap in de kosten van religieuze instellingen - Begroting 2023 St Antoine - Machtiging om beroep aan te tekenen bij de Raad van State.

Affaires générales - Algemene Zaken

6 Régie communale autonome – Comptes annuels et rapport d'activité 2022 – Rapport du commissaire-réviseur.

Le Conseil communal,

Vu l'article 18 des statuts de la Régie communale autonome qui prévoit de transmettre au Conseil communal le rapport d'activité, le rapport du commissaire-réviseur et les comptes annuels arrêtés au 31 décembre pour approbation ;

Attendu que les comptes annuels ainsi que le rapport d'activités 2022 ont été arrêtés par le Conseil d'administration de la Régie communale autonome en date du 10/01/2024 ;

Vu le rapport du commissaire-réviseur ;

Attendu que le compte 2022 peut être résumé comme suit :

Coûts des ventes et prestations	8.741.765,75 €	Ventes et prestations	9.047.047,64 €
Boni d'exploitation	305.281,89 €	Perte d'exploitation	
Charges financières	182.384,56 €	Produits financiers	21.082,26 €
Bénéfice courant	143.979,59 €	Perte courante	
Charges exceptionnelles		Produits exceptionnels	
Impôts sur le résultat		Prélèvements sur les impôts différés	
Bénéfice de l'exercice	143.979,59 €	Perte de l'exercice	

Attendu que la situation financière de la Régie communale autonome ne lui permet pas de payer les annuités du canon emphytéotique sans faire appel à un subside communal supplémentaire ;

DECIDE :

1. d'approuver les comptes annuels 2022 de la Régie communale autonome.
2. de donner décharge aux administrateurs pour leur gestion durant l'année 2022.

3. de donner décharge au commissaire réviseur.

4. de suspendre la réclamation des annuités du canon emphytéotique jusqu'au moment où la Régie communale autonome disposera des moyens nécessaires.

Autonome gemeentebedrijf – Jaarlijkse rekeningen en activiteitenverslag 2022 – Verslag van de commissaris-revisor.

De gemeenteraad,

Gelet op artikel 18 van de statuten van het Autonoom Gemeentebedrijf dat bepaalt dat het activiteitenverslag, het verslag van de commissaris-revisor en de jaarrekeningen vastgelegd op 31 december ter goedkeuring moeten worden voorgelegd aan de gemeenteraad;

Overwegende dat de jaarrekeningen en jaarverslag voor 2022 werden vastgelegd door de raad van bestuur van het Autonoom Gemeentebedrijf op 10/01/2024;

Gelet op het verslag van de commissaris-revisor;

Overwegende dat de rekening 2022 als volgt kan worden samengevat:

Kosten voor diensten en verkopen	8.741.765,75 €	Diensten en verkopen	9.047.047,64 €
Exploitatiewinst	305.281,89 €	Exploitatieverlies	
Financiële lasten	182.384,56 €	Financiële opbrengsten	21.082,26 €
Batig courant resultaat	143.979,59 €		
Uitzonderlijke kosten		Uitzonderlijke opbrengsten	
Belasting op het resultaat		Omtrekking aan uitgestelde belastingen	
Winst van het dienstjaar	143.979,59 €	Verlies van het dienstjaar	

Overwegende dat de financiële situatie van het Autonoom Gemeentebedrijf niet toelaat om de annuïteiten van de erfpachtcanon te betalen zonder beroep te doen op een bijkomende gemeentelijke subsidie;

BESLIST

1. de jaarrekeningen 2022 van het Autonoom Gemeentebedrijf goed te keuren;
2. kwijting te geven aan de bestuurders voor hun beheer tijdens de 2022;
3. kwijting te geven aan de commissaris-revisor voor de rekeningen;
4. de vordering voor de annuïteiten van de erfpachtcanon op te schorten tot het moment waarop het Autonoom Gemeentebedrijf over de nodige middelen beschikt.

4 annexes / 4 bijlagen

RCAE_RAPPORT ANNUEL_2022.pdf, RCAE_RAPPORT REVISEUR_COMPTEES 2022.pdf, RCAE_COMPTEES ANNUELS BNB_2022.PDF, RCAE_PISCINE ESPADON_RAPPORT DE GESTION_2022.pdf

7 Centre d'enseignement secondaire d'Etterbeek Ernest Richard - Délibération du 31/01/2024 (BOS ID : 66343) relative à la convention de collaboration avec le centre d'éducation et de

formation en alternance (CEFA) de l'institut Emile Gryzon / CEFA du CERIA pour une durée indéterminée prenant cours au 31/01/2024 - Ratification

Le Conseil communal,

Vu les dispositions du décret du 3 juillet 1991 organisant l'enseignement secondaire en alternance ;

Considérant que, dans une perspective globale visant à fidéliser une partie de sa population scolaire et à maintenir l'emploi, le Centre d'enseignement secondaire d'Etterbeek Ernest Richard (ci-après CESE Ernest Richard) souhaite organiser une programmation **en alternance**, notamment la programmation « Mécanicien / Mécanicienne en cycles » au 2^e et 3^e degrés de l'enseignement professionnel (4-5-6) à partir de l'année scolaire 2024/2025 ;

Considérant que le CESE Ernest Richard souhaite coopérer, dans ce cadre, avec le centre d'éducation et de formation en alternance (CEFA) de l'institut Emile Gryzon / CEFA du CERIA ;

Vu la convention reprise ci-après définissant les modalités de la coopération entre les parties ;

Considérant que cette convention devait être transmise à la Fédération Wallonie-Bruxelles au plus tard le 31/01/2024 ;

Vu la délibération du 31/01/2024 (BOS ID : 66343) du Collège des bourgmestre et échevin•e•s décidant d'autoriser la passation de ladite convention pour une durée indéterminée prenant cours au 31/01/2024 ;

Vu l'article 117 de la Nouvelle Loi communale ;

DÉCIDE

De ratifier la délibération du 31/01/2024 (BOS ID : 66343) du Collège des bourgmestre et échevin•e•s décidant d'autoriser la passation de la convention de collaboration reprise ci-après, entre d'une part, le CESE Ernest Richard et d'autre part, le centre d'éducation et de formation en alternance (CEFA) de l'institut Emile Gryzon / CEFA du CERIA, pour une durée indéterminée prenant cours au 31/01/2024.

CONVENTION DE COLLABORATION ENTRE LE CENTRE D'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE D'ETTERBEEK ERNEST RICHARD ET LE CENTRE D'EDUCATION ET DE FORMATION EN ALTERNANCE (CEFA) DE L'INSTITUT EMILE GRYZON / CEFA du CERIA

La présente convention a pour objet de définir la collaboration entre le Centre d'enseignement secondaire d'Etterbeek Ernest Richard (établissement coopérant) et l'Institut Emile Gryzon / CEFA du CERIA (établissement siège), conformément aux articles 2 et 5 du décret du 3 juillet 1991 organisant l'enseignement secondaire en alternance.

La présente convention est établie entre :

Centre d'enseignement secondaire d'Etterbeek Ernest Richard, appelé ci-après « **établissement coopérant** »

Adresse : Place saint-Pierre, 5 - 1040 Etterbeek

N° Matricule : 5112076004

Fase : 210

PO : Commune d'Etterbeek

Et

L'Institut Emile Gryzon / CEFA du CERIA, appelé ci-après « établissement siège »

Adresse : Avenue Emile Gryzon, 1 - 1070 Anderlecht

N° Matricule : 5112264017

Fase : 3198 - Institut Emile Gryzon

Fase : 5414 - CEFA du CERIA

PO : COCOF

Article 1 : Principes généraux

Programmation d'une formation art. 49 intitulée « Mécanicien / Mécanicienne en cycles » (code 2331 au 2^e et 3^e degrés de l'enseignement professionnel (4-5-6).

En ce qui concerne l'année académique 2024 - 2025, seule l'ouverture d'un groupe en 4^e année est prévue.

L'établissement coopérant assume la responsabilité des gestions pédagogiques et administratives (dossiers scolaires, assurance, sécurité, registre de présence, gestion financière, etc.) des élèves inscrits dans la formation précitée, en collaboration avec l'établissement siège.

L'établissement siège assume la responsabilité de l'accompagnement de l'élève en entreprise (recherche de contrats, suivis, contacts avec les partenaires professionnels ...), en collaboration avec l'établissement coopérant.

L'inscription d'un élève au sein de l'établissement coopérant génère une dotation fixée par le décret du 3 juillet 1991, article 24, organisant l'enseignement secondaire en alternance.

L'inscription d'un élève au sein de l'établissement coopérant et qui suit une formation en alternance génère pour le CEFA un capital-périodes : périodes-professeur, périodes coordonnateur, périodes d'accompagnement défini aux articles 14 et 15 du décret du 3 juillet 1991. Le capital périodes-professeur ainsi généré est attribué à l'établissement coopérant.

La formation générale, sociale et professionnelle est assurée par et sur le site de l'établissement coopérant.

Les membres du personnel de l'établissement coopérant restent placés sous l'autorité de la direction de l'établissement dont ils relèvent.

La Direction de l'école coopérante est membre effectif du Conseil de direction du CEFA dès que son établissement est déclaré coopérant.

La guidance du Centre psycho-médico-social (CPMS) sera assurée par le CPMS relié à l'école coopérante

Article 2 : Les tâches de l'établissement siège

Le coordonnateur et / ou les accompagnateurs de l'établissement siège assument la tâche d'accompagnement des élèves inscrits en alternance au sein de l'école coopérante pour tout ce qui concerne la formation en entreprise, en collaboration avec les membres de l'équipe éducative de l'établissement coopérant, conformément à l'article 15 du décret du 3 juillet 1991 organisant l'enseignement secondaire en alternance.

Dans ce cadre l'établissement siège assure les tâches suivantes :

- Rechercher et finaliser les contrats - les conventions et en assurer le suivi (vérification sur les lieux de la formation en alternance, de la présence régulière de l'élève ainsi que la concordance entre contrats et convention avec la formation suivie par l'élève) ;
- Nouer et développer des contacts avec les milieux socio-économiques locaux & régionaux et les associations professionnelles ;
- Établir des contacts réguliers avec l'équipe éducative au sein de l'établissement coopérant et participer aux conseils de classe ;
- Participer à toutes initiatives de nature à favoriser le développement social et culturel de l'élève ;
- Participer, avec l'équipe éducative, aux contacts réguliers avec le Centre psycho-médico-social chargé de la guidance des élèves.

Le coordonnateur et les accompagnateurs sont placés sous l'autorité administrative du Directeur de l'établissement auprès duquel le Centre d'éducation et de formation en alternance a son siège. Le Conseil de direction définit le cadre des missions du coordonnateur et des accompagnateurs. La liste des formations en alternance et la liste des élèves de l'établissement coopérant en formation art. 49 intitulée « Mécanicien / Mécanicienne en cycles » sont transmises pour le 1^{er} octobre à l'Administration. Toute modification de ces listes fait l'objet d'un nouvel envoi.

Article 3 : Les tâches de l'établissement coopérant

L'établissement coopérant assume la préparation des élèves qui envisagent une formation en alternance.

Le passage d'un élève de l'enseignement ordinaire de plein exercice vers l'enseignement en alternance est de la compétence du conseil de classe et du conseil d'admission de l'établissement coopérant.

Pour ces élèves, l'établissement coopérant transmet les informations nécessaires à la mise en alternance à l'établissement siège.

La formation générale, sociale et professionnelle est assurée par l'établissement d'enseignement secondaire coopérante selon les grilles de référence approuvées par le conseil de Direction.

L'organisation des conseils de classe et des épreuves de qualification ainsi que l'évaluation certificative sont de la compétence de l'établissement coopérant. La planification des épreuves est soumise au conseil de Direction.

L'établissement coopérant sera en charge de l'introduction à la programmation de la formation art. 49 intitulée « Mécanicien / Mécanicienne en cycles » en alternance.

Article 4 : Conseil de direction

Le Conseil de direction du Centre d'éducation et de formation en alternance est composé du chef de l'établissement-siège, qui préside le conseil, du coordonnateur du Centre, qui remplace le chef d'établissement en cas d'absence au conseil, et des chefs des établissements coopérants ou de leurs délégués. Cet organe est chargé du suivi.

Le conseil de direction propose au Pouvoir organisateur de l'établissement coopérant l'affectation des ressources matérielles et / ou financières attribuées par la Communauté française ou tout autre pouvoir public. Il contrôle que ces ressources matérielles ou financières proméritées par le Centre d'éducation et de formation en alternance soient bien affectées par le Pouvoir organisateur aux missions de celui-ci.

Les formations visées à l'article 2bis du décret du 3 juillet 1991 concernant l'établissement coopérant sont arrêtées par le Centre d'éducation et de formation en alternance, sur proposition de son Pouvoir Organisateur.

Une concertation préalable sera organisée au sein du Conseil de direction. Le Conseil émettra un avis qui sera soumis aux instances supérieures. Celles-ci jugeront de la pertinence d'ouverture des nouvelles formations. Ces nouvelles formations seront soumises à la procédure de programmation par l'établissement coopérant.

Le lien entre le Conseil de direction et les différents acteurs de l'alternance (formateurs, accompagnateurs, jeunes, chargés de missions, institutions régionales locales, participation à certaines réunions ou activités spécifiques dans les établissements coopérants, etc.) est assuré par le coordonnateur.

Le Conseil de direction définit les moyens nécessaires à l'accomplissement des tâches incombant à l'établissement siège : frais de déplacement, administratifs et de fonctionnement.

Article 5 : Durée et reconduction

La présente convention entre en vigueur le 31 janvier 2024 et est conclue pour une durée indéterminée.

Sauf avis contraire notifié par l'une des parties, ou non-organisation de la formation art. 49 intitulée « Mécanicien / Mécanicienne en cycles » en alternance durant l'année scolaire 2024-2025, la présente convention sera tacitement renouvelée d'année scolaire en année scolaire.

Article 6 : Dispositions finales

Indépendamment de ce que prévoit la présente convention, les Pouvoirs organisateurs sont tenus de se conformer aux textes légaux, règlements et instructions administratives qui les concernent.

Article 7 : Signataires

Pour **l'établissement siège** :

L'Institut Emile Gryzon / CEFA du CERIA

Avenue Emile Gryzon 1 - 1070 Anderlecht

N° Matricule : 5112264017

Fase : 3198 - Institut Emile Gryzon

Fase : 5414 - CEFA du Ceria

PO : COCOF

Représenté par : Monsieur Rudi VERVOORT, Membre du Collège en charge de l'enseignement

Pour **l'établissement coopérant** :

Centre d'enseignement secondaire d'Etterbeek Ernest Richard

Place saint-Pierre, 5 - 1040 Etterbeek

N° Matricule : 5112076004

Fase : 210

PO : Commune d'Etterbeek

Représenté par : son Collège des bourgmestre et échevin•e•s, au nom duquel agissent :

- Monsieur Vincent DE WOLF, Bourgmestre,
- Madame Annick PETIT, Secrétaire communale.

Par ordonnance :

La secrétaire communale,	Pour le bourgmestre, Par délégation,
Annick PETIT	Patrick LEANERS Echevin

Algemene Aangelegenheden - Centre d'enseignement secondaire d'Etterbeek Ernest Richard - Beraadslaging van 31/01/2024 (BOS ID: 66343) betreffende de samenwerkingsovereenkomst met het centrum voor alternerend onderwijs en vorming (CEFA) van het Institut Emile Gryzon / CEFA van CERIA voor onbepaalde duur met ingang op 31/01/2024 - Bekrachtiging

De gemeenteraad,

gelet op de bepalingen van het decreet van 3 juli 1991 tot regeling van het alternerend secundair onderwijs;

overwegende dat het Centre d'enseignement secondaire d'Etterbeek Ernest Richard (hierna "CESE Ernest Richard" genoemd) in het kader van een algemeen perspectief om een deel van zijn leerlingenpopulatie te behouden en de werkgelegenheid op peil te houden, vanaf het schooljaar 2024/2025 een alternerende opleiding wil organiseren, met name de opleiding "fietsmecaniciën" in de 2e en 3e graad van het beroepsonderwijs (4-5-6);

overwegende dat CESE Ernest Richard in dat kader wil samenwerken met het centrum voor alternerend onderwijs en vorming (CEFA) van het Institut Emile Gryzon / CEFA van CERIA;

gelet op de onderstaande overeenkomst waarin de samenwerkingsvoorwaarden tussen de partijen zijn

vastgelegd;

overwegende dat deze overeenkomst uiterlijk op 31/01/2024 aan de Federatie Wallonië-Brussel moest worden bezorgd;

gelet op de beraadslaging van 31/01/2024 (BOS ID: 66343) van het college van burgemeester en schepenen om toestemming te geven voor het sluiten van voornoemde overeenkomst voor onbepaalde duur, met ingang op 31/01/2024;

gelet op artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet;

BESLIST

Om de beraadslaging van 31/01/2024 (BOS ID: 66343) van het college van burgemeester en schepenen om toestemming te geven voor het sluiten van de onderstaande samenwerkingsovereenkomst tussen enerzijds CESE Ernest Richard en anderzijds het centrum voor alternerend onderwijs en vorming (CEFA) van het Institut Emile Gryzon / CEFA van CERIA voor onbepaalde duur met ingang op 31/01/2024 te bekrachtigen.

SAMENWERKINGSOVEREENKOMST TUSSEN CENTRE D'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE D'ETTERBEEK ERNEST RICHARD EN HET CENTRUM VOOR ALTERNEREND ONDERWIJS EN VORMING (CEFA) VAN HET INSTITUT EMILE GRYZON / CEFA VAN CERIA

Deze overeenkomst heeft tot doel om de samenwerking vast te leggen tussen Centre d'enseignement secondaire d'Etterbeek Ernest Richard (samenwerkende school) en Institut Emile Gryzon / CEFA van CERIA (hoofdschool), in overeenstemming met artikels 2 en 5 van het decreet van 3 juli 1991 tot regeling van het alternerend secundair onderwijs.

Deze overeenkomst wordt opgemaakt tussen:

Centre d'enseignement secondaire d'Etterbeek Ernest Richard, hierna "samenwerkende school" genoemd,

Adres: Sint-Pietersplein 5, 1040 Etterbeek

Stamnummer: 5112076004

Fase: 210

Inrichtende macht: Gemeente Etterbeek

En

L'Institut Emile Gryzon / CEFA van CERIA, hierna "hoofdschool" genoemd,

Adres: Emile Gryzonlaan 1, 1070 Anderlecht

Stamnummer: 5112264017

Fase: 3198 - Institut Emile Gryzon

Fase: 5414 - CEFA van CERIA

Inrichtende macht: COCOF

Artikel 1: Algemene principes

Programmering van een art. 49-opleiding "Fietsmecaniciën" (code 2331) in de 2e en 3e graad van het beroepsonderwijs (4-5-6).

Voor het schooljaar 2024 - 2025 is alleen de opening van een groep in het 4e jaar gepland.

De samenwerkende school neemt de verantwoordelijkheid op zich voor het pedagogisch en administratief beheer (schooldossiers, verzekeringen, veiligheid, aanwezigheidsregister, financieel beheer, enz.) van de leerlingen die zijn ingeschreven voor de voornoemde opleiding, in samenwerking met de hoofdschool.

De hoofdschool neemt de verantwoordelijkheid op zich voor de begeleiding van de leerling in de bedrijven (zoeken van contracten, opvolging, contacten met professionele partners, enz.), in samenwerking met de samenwerkende school.

De inschrijving van een leerling in de samenwerkende school genereert een toelage die is vastgelegd in het decreet van 3 juli 1991, artikel 24, tot regeling van het alternerend secundair onderwijs.

De inschrijving van een leerling in de samenwerkende school die een alternerende opleiding volgt, levert een urenkapitaal op voor de CEFA: uren voor leerkrachten, uren voor de coördinator, uren voor begeleiding bepaald in artikels 14 en 15 van het decreet van 3 juli 1991. Het aldus gegenereerde kapitaal van uren voor leerkrachten wordt toegewezen aan de samenwerkende school.

De algemene, sociale en beroepsopleidingen worden gegeven door *en* op de locatie van de samenwerkende school.

De personeelsleden van de samenwerkende school blijven onder het gezag staan van de directie van de school waaronder zij vallen.

De directie van de samenwerkende school is effectief lid van de directieraad van CEFA zodra de school is uitgeroepen tot samenwerkende school.

De begeleiding van het psycho-medisch-sociaal centrum (CPMS) wordt verzorgd door het CPMS dat verbonden is aan de samenwerkende school.

Artikel 2: De taken van de hoofdschool

De coördinator en/of de begeleiders van de hoofdschool nemen de taak op zich om, in samenwerking met de leden van het onderwijsteam van de samenwerkende school, de leerlingen die zijn ingeschreven in de alternerende opleiding van de samenwerkende school te begeleiden in alle aangelegenheden die betrekking hebben op de alternerende opleiding, overeenkomstig artikel 15 van het decreet van 3 juli 1991 tot regeling het alternerend secundair onderwijs.

In dit kader voert de hoofdschool de volgende taken uit:

- Contracten/overeenkomsten zoeken en afronden en deze opvolgen (nagaan of de leerling regelmatig op de alternerende opleidingsplaats aanwezig is en controleren of de contracten en overeenkomsten overeenstemmen met de door de leerling gevolgde opleiding);
- Contacten leggen en onderhouden met lokale en regionale sociaaleconomische kringen en beroepsverenigingen;
- Regelmatig contact houden met het onderwijsteam van de samenwerkende school en deelnemen aan klassenraden;
- Deelnemen aan alle initiatieven die de sociale en culturele ontwikkeling van de leerling kunnen bevorderen;
- Samen met het onderwijsteam deelnemen aan regelmatige contacten met het psycho-medisch-sociaal centrum dat verantwoordelijk is voor de begeleiding van de leerlingen.

De coördinator en het ondersteunend personeel vallen onder het administratief gezag van de directeur van de school waar het centrum voor alternerend onderwijs en vorming is gevestigd. De directieraad bepaalt het kader voor de taken van de coördinator en de begeleiders.

De lijst van alternerende opleidingen en de lijst van leerlingen van de school die meewerken aan de art. 49-opleiding “Fietsmecanici” worden vóór 1 oktober naar de administratie gestuurd. Eventuele wijzigingen in deze lijsten worden opnieuw verstuurd.

Artikel 3: De taken van de samenwerkende school

De samenwerkende school is verantwoordelijk voor de voorbereiding van leerlingen die een alternerende opleiding overwegen.

De overdracht van een leerling van het gewone voltijdonderwijs naar het alternerende onderwijs valt onder de verantwoordelijkheid van de klassenraad en de toelatingsraad van de samenwerkende school. In het geval van deze leerlingen stuurt de samenwerkende school de informatie die nodig is voor de opstart van het alternerend onderwijs naar de hoofdschool.

Het algemeen, sociaal en beroepsonderwijs wordt gegeven door de samenwerkende secundaire school in overeenstemming met de referentieroosters die zijn goedgekeurd door de directieraad.

De samenwerkende school is verantwoordelijk voor het organiseren van de klassenraden en de

kwalificatietests, evenals de beoordeling die leidt tot certificering. De planning van de toetsen wordt voorgelegd aan de directieraad.

De samenwerkende school is verantwoordelijk voor de introductie tot het programma van de artikel 49-opleiding “Fietsmecaniciën”.

Artikel 4: Directieraad

De directieraad van het centrum voor alternerend onderwijs en vorming bestaat uit het hoofd van de hoofdschool, die de raad voorziet, de coördinator van het centrum, die het hoofd van de school vervangt als hij of zij afwezig is in de raad, en de hoofden van de samenwerkende scholen of hun afgevaardigden. Dit orgaan is verantwoordelijk voor het toezicht.

De directieraad doet voorstellen aan de inrichtende macht van de samenwerkende school voor de toewijzing van materiële en/of financiële middelen die door de Franse Gemeenschap of een andere overheidsinstantie worden toegekend. De directieraad controleert of deze materiële of financiële middelen, gepromoot door het centrum voor alternerend onderwijs en vorming, door de inrichtende macht correct worden toegewezen aan de opdrachten van deze laatste.

De opleidingen bedoeld in artikel 2bis van het decreet van 3 juli 1991 betreffende de samenwerkende school worden vastgelegd door het centrum voor alternerend onderwijs en vorming, op voorstel van zijn inrichtende macht.

Voorafgaand overleg wordt georganiseerd binnen de directieraad. De directieraad brengt een advies uit dat aan de hogere autoriteiten wordt voorgelegd. Zij beslissen vervolgens of de nieuwe opleidingen pertinent zijn. Deze nieuwe opleidingen worden onderworpen aan de programmeringsprocedure door de samenwerkende school.

De coördinator zorgt voor de verbinding tussen de directieraad en de verschillende actoren die betrokken zijn bij alternerende opleidingen (opleiders, begeleiders, jongeren, projectmanagers, lokale regionale instellingen, deelname aan bepaalde vergaderingen of specifieke activiteiten in de samenwerkende scholen, enz.).

De directieraad bepaalt de middelen die nodig zijn om de taken van de hoofdschool uit te voeren: verplaatsingskosten, administratieve kosten en werkingskosten.

Artikel 5: Duur en verlenging

Deze overeenkomst treedt in werking op 31 januari 2024 en wordt gesloten voor een periode van onbepaalde duur.

Tenzij een van de partijen de andere in kennis stelt van haar voornemen om de overeenkomst op te zeggen, of tenzij art. 49-opleiding “Fietsmecaniciën” niet als alternerende opleiding wordt georganiseerd tijdens het schooljaar 2024-2025, wordt deze overeenkomst stilzwijgend verlengd van schooljaar tot schooljaar.

Artikel 6: Slotbepalingen

Niettegenstaande de bepalingen van deze overeenkomst zijn de inrichtende machten verplicht zich te houden aan de wetteksten, reglementen en administratieve instructies die op hen betrekking hebben.

Artikel 7: Ondertekende partijen

Voor **de hoofdschool**:

L’Institut Emile Gryzon / CEFA van CERIA

Emile Gryzonlaan 1, 1070 Anderlecht

Stamnummer: 5112264017

Fase: 3198 - Institut Emile Gryzon

Fase: 5414 - CEFA van CERIA

Inrichtende macht: COCOF

Vertegenwoordigd door: De heer Rudi VERVOORT, lid van het College bevoegd voor
Onderwijs

Voor **de samenwerkende school**:

Centre d'enseignement secondaire d'Etterbeek Ernest Richard

Sint-Pietersplein 5, 1040 Etterbeek

Stamnummer: 5112076004

Fase: 210

Inrichtende macht: Gemeente Etterbeek

Vertegenwoordigd door zijn college van burgemeester en schepenen, in wiens naam handelen:

- De heer Vincent DE WOLF, burgemeester,
- Mevrouw Annick PETIT, gemeentesecretaris,

In opdracht:

De gemeentesecretaris,	Voor de burgemeester, Bij delegatie,
Annick PETIT	Patrick LEANERS Schepenen

2 annexes / 2 bijlagen

DLBE_20240131_CESE_CONVENTION_CEFA_VF.pdf,

CONVENTION_20240131_CESE_CEFA_EMILE_GRYZON_VF.pdf

Propreté (sauf personnel) - Netheid (behalve personeel)

8 Convention tripartite (Etterbeek - Agence Régionale de Propreté - Redevco) - bulles à verre site Redevco

Le Conseil communal,

Considérant le caractère temporaire de la bulle à verre localisée Avenue Camille Joset devant le numéro 10 de l'avenue ;

Considérant le besoin d'installer de nouvelles bulles à verre pour remplacer la bulle à verre Avenue Camille Joset et correctement répondre à la demande des habitants en terme de déchets verres ;

Considérant l'accord et la bonne collaboration du département "Bulles à verres" de l'Agence Régionale de Propreté pour l'installation desdites bulles à verre ;

Considérant la convention qui suit :

CONVENTION TRIPARTITE

« BULLES À VERRE HORS SOL »

Entre d'une part :

l'Agence Régionale pour la Propreté, « Agence Bruxelles-Propreté » ayant son siège à 1150 Woluwe-Saint-Pierre, Avenue de Broqueville 12, Organisme d'Intérêt Public, , inscrite au registre des personnes morales sous le numéro 0444.394.315 représentée par son Directeur-Général, Monsieur Frédéric Fontaine, dénommée ci-après « **Bruxelles-Propreté** » ou l'«**Agence** » ;

D'autre part :

La société en commandite REDEVCO BELGIUM, dont le siège social est établi à 1930 Zaventem, Passport Building, Luchthaven Brussel Nationaal Gebouw 1K, inscrite au registre des personnes morales de la Banque-Carrefour des Entreprises sous le numéro 0478098845

Ici représentée par Madame Ingrid Willocx et Monsieur Filip de Bois, agissant en qualité de gérants, dénommée ci-après « **Redevco** ».

Et enfin :

La Commune d'Etterbeek, ayant son siège administratif à 1040 Etterbeek, 31/1, avenue des Casernes, représentée par Monsieur Vincent De Wolf, Bourgmestre et Madame Annick Petit, Secrétaire communale, dénommée ci-après la « **Commune** ».

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1 : Objet de la convention

La présente convention vise à clarifier les autorisations et les responsabilités des différentes parties prenantes, en ce qui concerne le placement de bulles à verre hors-sol, par Bruxelles-Propreté, sur le parking du complexe commercial situé à Etterbeek, 2^{ème} division, Cours Saint-Michel 80/85 sur lequel Redevco est :

- propriétaire des parcelles cadastrées ou l'ayant été section B numéros 235/C/10 P0000, 253/E/2 P0000, 241/C/2 P0000 et 253/F/2 P0206;
- titulaire d'un droit d'emphytéose venant à échéance le 31 décembre 2072 et ayant pour objet la

Article 2 : Localisation et autorisation relative à l'implantation

La partie du complexe commercial destinée à accueillir les bulles à verre hors-sol se trouve sur la zone précisément circonscrite en rouge dans le plan présenté en **Annexe 1**, zone partiellement enherbée et partiellement piétonne située dans la parcelle actuellement cadastrée section numéro 235/C/10 P0000 propriété de Redevco. .

Redevco autorise Bruxelles-Propreté à procéder au placement de trois bulles à verre sur l'emplacement mentionné ci-dessus, dès réception, d'une copie des permis et/ou tous autres documents administratifs délivrés par les Autorités compétentes autorisant l'ensemble des travaux prévus pour le placement des susdites bulles à verre.

Article 3 : Missions et responsabilités des parties

3.1. Bruxelles-Propreté

Bruxelles-Propreté se charge de placer les bulles hors sol sur l'emplacement plus amplement décrit à l'Article 2.

Dès leur placement, l'Agence exécute, en personne prudente, les travaux réguliers de vidange des bulles.

Bruxelles-Propreté s'engage par ailleurs à nettoyer les bulles, ainsi qu'à assurer le nettoyage tout autour de cet emplacement au minimum deux fois par semaine et, le cas échéant, sur simple demande d'un des partenaires, à l'adresse mohamed.elbouchtili@arp-gan.be et pro@arp-gan.be ou par téléphone au 0490/49 49 92 et 0800/981 81.

Bruxelles-Propreté veillera à prendre toutes les précautions nécessaires pour que l'utilisation et l'exploitation des bulles à verre causent à Redevco et aux occupants du complexe commercial, le moins de nuisances possibles.

Les bulles à verre restent à tout moment la propriété de Bruxelles-Propreté qui est l'interlocuteur en cas de problème, dégradation, débordement ou faute de vidange.

3.2 La Commune

La Commune s'engage à intervenir en amont du placement des bulles, pour couper la végétation gênante afin de permettre au susdit emplacement d'accueillir les bulles à verre hors-sol.

S'il devait apparaître des manquements de la part de Bruxelles-Propreté quant au maintien de la propreté autour des bulles à verres, la Commune s'engage à intervenir « en rattrapage » et, en ce cas, elle se réserve le droit de facturer ses prestations à Bruxelles-Propreté.

La Commune s'engage dans un délais de trois mois après le placement des trois bulles à verre hors sol, de placer une caméra aux alentours des bulles à verre afin de prévenir toutes formes de vandalisme (ex : dépôts clandestins). La Commune informera le Redevco de la mise en place de ce dispositif une semaine avant que celui-ci soit installé.

3.3 Redevco

Redevco met gratuitement le susdit emplacement à disposition de Bruxelles-Propreté pour y placer et exploiter des bulles à verre,.

Il autorise par ailleurs Bruxelles-Propreté à stationner sur la zone indiquée en vert sur le plan en **Annexe 1**, plusieurs fois par semaine, le long des bulles à verre le temps de réaliser la vidange desdites bulles.

Redevco ne pourra nullement être tenu responsable des potentielles dégradations qui pourraient survenir au mobilier urbain installé par Bruxelles-Propreté et/ou la Commune.

L'emplacement sur lequel seront disposées les bulles à verre demeure néanmoins sous sa responsabilité civile en cas d'accident qui surviendrait aux abords des bulles, en dehors des opérations d'utilisation, de placement, de retrait, ou de vidange des bulles à verre.

Redevco autorise également la Commune à placer des caméras ou des leurres sur le parking du complexe commercial, dans le but de contrôler la propreté aux alentours des bulles à verre. Sur ces caméras et/ou leurres il sera fait mention des coordonnées du propriétaire et/ou du responsable de ces installations.

Article 4. Durée

La présente convention entre en vigueur le 01/02/2024 pour une première durée de 6 mois.

Durant cette période, Redevco peut mettre fin à la présente convention à tout moment moyennant un préavis de 1 semaine, s'il constate que (i) les bulles à verre hors sol ne sont pas bien gérées et/ou que (ii) les alentours des Bulles à verre hors sol ne sont pas bien entretenus. Redevco voulant mettre fin à la présente convention en avertira le Commune moyennant une lettre recommandée.

Au cas où aucune des parties a mis fin à la Convention avant l'échéance de son terme, à savoir le 01/08/2024, elle est reconduite tacitement par période successive d'un an. Après la première période de 6 mois, Redevco se réserve le droit de mettre fin à tout moment à la présente convention et d'obtenir un retrait des bulles à verre hors sol si des débordements sont constatés ou si les lieux ne sont pas entretenus comme attendu. La demande de retrait doit être introduite par courrier recommandé auprès de la Commune et de Bruxelles-Propreté. Dès réception du courrier mettant fin au présent droit, Bruxelles-Propreté disposera d'un mois pour effectuer le retrait définitif des bulles à verre. L'emplacement sur lequel les bulles à verres auront été déposées sera remis en son état primitif et en un état de propreté parfait. Passé ce délai d'un mois, la Commune s'engage à intervenir « en rattrapage » et, fera le nécessaire dans le courant du mois suivant en lieu et place de Bruxelles-Propreté, en ce cas, elle se réserve le droit de facturer ses prestations à Bruxelles-Propreté. Dans le même temps, la Commune enlèvera les caméras et/ou leurres qu'elle aura placés dans le complexe commercial et remettra l'emplacement où ces caméras et/ou leurres ont été placés en son état primitif et en un état de propreté parfait.

Article 5. Travaux

Bruxelles-Propreté et la Commune veilleront à la conformité des travaux qu'ils effectueront ou feront effectuer aux dispositions légales, décrétales et réglementaires administratives et, plus particulièrement, aux consignes de sécurité de l'Arrêté Royal du 25 janvier 2001 concernant les chantiers temporaires ou mobiles (Moniteur belge du 7 février 2001), ainsi qu'aux prescriptions éventuelles de l'assureur et des pompiers, tant pendant qu'après les travaux.

Bruxelles-Propreté et la Commune veilleront à prendre toutes les précautions nécessaires pour que les travaux qu'ils envisageraient d'entreprendre causent à Redevco et aux occupants du complexe commercial, le moins d'inconvénients possibles.

Si leur responsabilité est engagée, Bruxelles-Propreté et la Commune indemniseront Redevco et/ou les occupants du complexe commercial, pour les dégâts qui pourraient être occasionnés par tous travaux qu'ils seraient amenés à entreprendre.

Article 6. Assurances

Bruxelles-Propreté et la Commune s'engagent à souscrire une couverture d'assurance (Incendie – Responsabilité civile) couvrant les biens généralement quelconques leur appartenant et placés dans le complexe commercial, selon les normes et couvertures usuelles. La police d'assurance contiendra une renonciation à tout recours à l'égard de Redevco et garantira tous recours éventuels des voisins.

A première demande, Bruxelles-Propreté et la Commune communiqueront à Redevco une copie des polices d'assurances accompagnée d'une preuve de paiement ou une attestation délivrée par l'assureur.

Article 7. Entretien et réparations

Bruxelles-Propreté et la Commune prennent à leur charge, sans restrictions ni réserves, tous frais d'entretien et de réparation des biens généralement quelconques leur appartenant et placés dans le complexe commercial.

Afin de ne nuire ni à la sécurité ni à l'aspect général du complexe commercial, Bruxelles-Propreté et la Commune s'obligent à conserver et maintenir en permanence leurs biens en bon état d'entretien et de propreté.

Article 8. Impôts

Bruxelles-Propreté et la Commune supporteront, à l'entière décharge de Redevco, toutes les charges, toutes les taxes et tous les impôts de quelque nature que ce soit (y compris le précompte immobilier), établis ou à établir sur biens généralement quelconques leur appartenant et placés dans le complexe commercial et sur l'activité y exercée et ce, à compter du jour de leur installation.

Article 9 : Personnes de contact

Aux fins de promouvoir la rapidité des échanges d'information entre parties, chaque partie désigne une personne de référence chargée de recevoir toute information ou communication relative à l'exécution des obligations visées par la présente convention.

Pour Bruxelles-Propreté, la personne de contact est le responsable des infrastructures, Monsieur Hedi Sfaxi hedi.sfaxi@arp-gan.be – tél :

Pour Redevco, la personne de contact est Madame Lise Guillaume : lise.guillaume@redevco.com

Pour la Commune, la personne de contact est Mr Nathanaël Lebailly : nathanael.lebailly@etterbeek.brussels et 0490/676850

Toute modification de la personne de référence au sein d'une des parties sera immédiatement notifiée aux deux autres parties.

Les communications entre parties et personnes de référence se feront par préférence par courrier électronique.

Article 10 : Législation applicable et tribunaux compétents

La présente convention est soumise au droit belge.

Tout litige relatif à son interprétation ou son exécution, sera de la compétence exclusive des tribunaux de l'arrondissement judiciaire de Bruxelles et, le cas échéant, du Juge de Paix du Premier Canton de Bruxelles

Article 11 : Frais

Tous les frais et droits généralement quelconques résultants de la présente convention seront supportés exclusivement par la Commune.

Article 12 : Election de domicile

Pour l'exécution des présentes, les parties font élection de domicile en leurs sièges respectifs ci-dessus indiqués, où tout courrier, notification ou assignation leur sera valablement notifié.

Fait à Bruxelles le / /,

Pour « Bruxelles-Propreté » :

Pour le « propriétaire du site » :

REDEVCO BELGIUM

Le Directeur Général

2 gérants

Frédéric Fontaine

Pour la « Commune » :

Par Ordonnance :

La Secrétaire communale

Le Bourgmestre

Annick PETIT

Vincent DE WOLF

DECIDE

d'approuver la convention tripartite entre l'Agence Régionale de Propreté, la Commune d'Etterbeek et l'entreprise Redevco, ce afin de placer trois (3) bulles à verre hors-sol à l'emplacement indiqué.

Tripartiete conventie (Etterbeek - Net Brussel - Redevco) - glasbellen op de site van Redevco

2 annexes / 2 bijlagen

A-20240123-Convention tripartite BULLES A VERRE site REDEVCO (002).docx, Annexe 1 convention.pdf

Régie foncière - Collège A - Regie van grondbeleid - college A

9 Patrimoine Régie/Rénovation – Immeuble sis Rue Louis Hap 48 à 1040 Etterbeek – Vente.

Le Conseil Communal,

Vu la délibération du Conseil Communal du 27/02/2023 décidant de vendre l'immeuble situé 48 rue Louis Hap (ID cadastrale 21364B0003/00E004) au prix minimum de 403.000,00 € et décidant de charger le Collège des Bourgmestre et Echevins de l'exécution de la procédure ;

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 18/10/2023 décidant de la procédure (publicité, modalités des visites, date limite des offres) et désignant l'étude du notaire marc WILMUS :

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 13/12/2023 décidant de retenir l'offre la plus élevée remise par Mr et Mme VERRECHIA-VAINI au prix de 440.000,00 € et d'informer les candidats acquéreurs de la décision du Collège ;

Vu le rapport d'estimation du Comité d'acquisition régional ;

Vu le procès-verbal d'ouverture des offres ;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

DECIDE :

D'approuver la vente de l'immeuble situé à 1040 Etterbeek, rue Louis Hap 48 (ID cadastrale 21364B0003/00E004) à Mr et Mme VERRECHIA-VAINI, au prix de 440.000,00 €.

Patrimonium Regie/Renovatie – Gebouw gelegen Louis Hapstraat 48 te 1040 Etterbeek – Verkoop.

5 annexes / 5 bijlagen

CC_2023.02.27_APPROBATION_VENTE.pdf, HAP048_CBE_ATTRIBUTION_2023.12.13.pdf, ESTIMATION_HAP048_RAPPORT.pdf, HAP048_PV_OUVERTURE_OFFRES_2023.12.04.pdf, CBE_2023.10.18_PROCEDURE_NOTAIRE.pdf

10 Patrimoine Régie/Rénovation – Immeuble sis Rue Louis Hap 46 à 1040 Etterbeek – Vente.

Le Conseil Communal,

Vu la délibération du Conseil Communal du 27/02/2023 décidant de vendre l'immeuble situé 46 rue Louis Hap (ID cadastrale 201364B0003/00F004) au prix minimum de 75.000,00 € et décidant de charger le Collège des Bourgmestre et Echevins de l'exécution de la procédure ;

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 18/10/2023 décidant de la procédure (publicité, modalités des visites, date limite des offres) et désignant l'étude du notaire marc WILMUS ;

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 20/12/2023 décidant de retenir l'offre la plus élevée remise par Mr et Mme GOUMAS-COELHO FERREIRA DE OLIVEIRA GOUMAS au prix de 120.320,00 €, sous la condition suspensive de l'obtention sous la condition suspensive de l'obtention du permis de régularisation et d'informer les candidats acquéreurs de la décision du Collège ;

Vu le rapport d'estimation du Comité d'acquisition régional ;

Vu le procès-verbal d'ouverture des offres ;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

DECIDE :

D'approuver la vente de l'immeuble situé à 1040 Etterbeek, 46 rue Louis Hap (ID cadastrale 201364B0003/00F004) à Mr et Mme GOUMAS-COELHO FERREIRA DE OLIVEIRA GOUMAS, au prix de 120.320,00 €, sous la condition suspensive de l'obtention du permis de régularisation.

Patrimonium Regie/Renovatie – Gebouw gelegen Louis Hapstraat 46 te 1040 Etterbeek – Verkoop.

5 annexes / 5 bijlagen

CC_2023.02.27_APPROBATION_VENTE.pdf, HAP046_CBE_ATTRIBUTION_2023.12.20.pdf, HAP046_PV_OUVERTURE_OFFRES_2023.12.04.pdf, CBE_2023.10.18_PROCEDURE_NOTAIRE.pdf, ESTIMATION_HAP046_RAPPORT.pdf

11 Patrimoine Régie/Rénovation – Immeuble sis Chaussée Saint-Pierre 66 à 1040 Etterbeek – Vente.

Le Conseil Communal,

Vu la délibération du Conseil Communal du 27/02/2023 décidant de vendre l'immeuble situé 66 Chaussée Saint-Pierre (ID cadastrale 21005A0313/00P000) au prix minimum de 83.000,00 € et décidant de charger le Collège des Bourgmestre et Echevins de l'exécution de la procédure ;

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 18/10/2023 décidant de la procédure (publicité, modalités des visites, date limite des offres) et désignant l'étude du notaire marc WILMUS ;

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 13/12/2023 décidant de retenir l'offre la plus élevée remise par Mr et Mme QUARLES-BONAERT au prix de 225.010,00 €, sous la condition suspensive de l'obtention d'un prêt auprès de leur institution financière et d'informer les candidats acquéreurs de la décision du Collège ;

Vu le rapport d'estimation du Comité d'acquisition régional ;

Vu le procès-verbal d'ouverture des offres ;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

DECIDE :

D'approuver la vente de l'immeuble situé à 1040 Etterbeek, 66 Chaussée Saint-Pierre (ID cadastrale 21005A0313/00P000) à Mr et Mme QUARLES-BONAERT, au prix de 225.010,00 €, sous la condition suspensive de l'obtention d'un prêt auprès de leur institution financière.

Patrimonium Regie/Renovatie – Gebouw gelegen Sint-Pietersesteenweg 66 te 1040 Etterbeek – Verkoop.

5 annexes / 5 bijlagen

*CC_2023.02.27_APPROBATION_VENTE.pdf, ESTIMATION_PIE066_RAPPORT.pdf,
PIE066_CBE_ATTRIBUTION_2023.12.13.pdf, PIE066_PV_OUVERTURE_OFFRES_2023.12.04.pdf,
CBE_2023.10.18_PROCEDURE_NOTAIRE.pdf*

Affaires néerlandophones - Nederlandstalige Aangelegenheden

12 Notification d'une attribution d'une subvention par la Vlaamse Gemeenschapscommissie pour l'expo Phobel

Le conseil communal,

Considérant que le projet Phobel est repris dans le plan d'action 2023 et a été approuvé par le collège en sa séance du 16 janvier 2023 ;

Considérant que le collège, en sa séance du 11 octobre 2023, a pris connaissance d'une demande de subside auprès de la VGC ;

Considérant que le collège, en sa séance du 20 décembre 2023, a pris connaissance de l'obtention d'un subside d'un montant de 10.000 euros octroyé par la commission communautaire flamande (VGC) ;

Considérant que l'exposition aura lieu en mars 2024 du 18/3/2024 au 29/3/2024, avec un montage le vendredi 15/3/2024 et une conférence dans la salle du conseil et la salle Europa le lundi 18/3/2024 ;

DECIDE

de prendre connaissance de l'obtention d'un subside d'un montant de 10.000 euros octroyé par la commission communautaire flamande.

Kennisgeving van toekenning van een subsidie door de Vlaamse Gemeenschapscommissie voor de expo Phobel

De gemeenteraad,

Overwegende dat het project Phobel opgenomen werd in het actieplan 2023 en door het college op 16 januari 2023 werd goedgekeurd;

Overwegende dat het college op 11 oktober 2023 kennis heeft genomen van een subsidieaanvraag bij de VGC;

Overwegende dat het college op 20 december 2023 kennis heeft genomen van de toekenning van een subsidie voor een bedrag van 10.000 € door de Vlaamse Gemeenschapscommissie (VGC);

Overwegende dat de expo uitgebreid zal worden in maart 2024 doorlopend 18/3/2024 tot 29/3/2024 met opbouw op vrijdag 15/3/2024 en een lezing in de gemeenteraadszaal + Europazaal op maandag 18/3/2024;

BESLIST:

Om kennis te nemen van de toekenning van een subsidie van 10.000€ voor de EXPO Phobel van de Vlaamse Gemeenschapscommissie.

2 annexes / 2 bijlagen

Briefsubsidie VGC Phobel.pdf, 20240125_NEDERLANDSTALIGE

AANGELEGENHEDEN_Kennisgeving_subsidie_erfgoedprojecten_VGC_fre-BE.pdf

Service du développement économique et commercial - Dienst voor Economische en Commerciële Ontwikkeling

13 Convention entre la commune d'Etterbeek et hub.brussels pour créer un prospectus économique

Le Conseil Communal,

Considérant la convention cadre entre hub.brussels et la Commune d'Etterbeek signée le 30/09/2019 (voir annexe) ;

Considérant le soutien de hub.brussels, Agence bruxelloise pour l'Accompagnement de l'Entreprise, dans l'édition d'une brochure économique sur la commune d'Etterbeek et plus précisément sur le quartier Chasse/Saint-Antoine ;

Considérant l'importance de poursuivre la lutte contre les cellules commerciales vides ;

Considérant que le quartier de la Chasse / Saint-Antoine représente le quartier avec le plus haut taux de cellules commerciales vides (14%) et que celui-ci a été déterminé comme la zone d'action prioritaire ;

Considérant que cette brochure dresserait le portrait économique de ce quartier via des données qualitatives et quantitatives et que celle-ci aurait pour objectif d'informer des possibilités d'entreprendre dans le quartier prioritaire ; de soutenir les (futurs) entrepreneurs d'Etterbeek ;

Considérant que le prospectus serait consultable en ligne sur le site de la commune et qu'une version papier bilingue serait également disponible sur demande et distribuée aux nouveaux entrepreneurs ;

Considérant que la mise en page, le copywriting, la traduction en néerlandais et anglais, la transmission de données qualitatives et quantitatives et la relecture seront pris en charge par hub.brussels ;

Considérant que l'impression, la distribution, la rédaction et relecture de la brochure seront pris en charge par le Service du Développement Economique et Commercial et des Affaires Générales ;

Considérant que les commerçants du quartier de la Chasse – Saint-Antoine seront tenus au courant du projet et que l'association des commerçants du quartier pourra donner un avis ;

Considérant le budget estimé pour l'impression de la brochure est de 1 000€ TVAC ;

Considérant que ces frais seraient imputés à l'article budgétaire du Développement Economique et commercial : 520-124 - 02/01 ;

DECIDE

D'approuver

1. La réalisation d'une brochure économique à destination des (futurs) entrepreneurs d'Etterbeek
2. L'imputation des frais à l'article budgétaire des Développement Economique et commercial : 520-124 - 02/01
3. La Convention projet entre la commune d'Etterbeek et hub.brussels telle que reprise ci-dessous :

Convention de projet entre la commune d'Etterbeek & hub.brussels

Préambule

Cette convention de projet est conclue conformément à l'article 4 de la Convention cadre conclue entre la commune d'Etterbeek et hub.brussels le 30 septembre 2019.

Projet « Prospectus économique »

Description du projet	<p>La présente convention a pour objet l'édition d'un prospectus économique sur la commune d'Etterbeek et plus précisément pour le quartier Chasse/Saint-Antoine qui dressera le portrait économique de ce quartier. Il est destiné aux personnes qui entreprennent déjà, qui sont intéressées d'entreprendre sur la commune ou toute autre personne intéressée par ces données.</p> <p>Ce prospectus mettra en évidence les données relatives aux commerces et aux entreprises localisés à Etterbeek et générées notamment par hub.brussels. Ces données sont actuellement disponibles sur les produits digitaux (atlas commercial et baromètre des quartiers commerçants) de la plateforme https://analytics.brussels/#/.</p> <p>La brochure présentera en détail les données qualitatives et quantitatives d'1 quartier commerçant etterbeekois identifié par la commune comme prioritaire en matière de développement commercial (Chasse/Saint-Antoine). Le quartier Chasse/Saint-Antoine a bénéficié de la prime communale d'encouragement à l'ouverture d'un commerce.</p> <p>Ce prospectus mettra, en outre, en exergue les primes communales et régionales et les incitants fiscaux en faveur de l'implantation de commerces et d'entreprises sur la commune.</p> <p>Enfin, cette brochure renseignera les coordonnées des services communaux etterbeekois et régionaux que peuvent solliciter les (futurs) entrepreneurs.</p>
------------------------------	--

Obligations des parties	<p>19/02/2024 : validation de la convention de projet par le Conseil communal</p> <p>Compilation des données, rédaction et illustration du prospectus FR : 01/02/2024 > 31/03/2024.</p> <p>Harmonisation du contenu de la brochure et traduction en NL et ENG : 31/03/2024 > 15/04/2024</p> <p>Mise en page et impression 15/04/2024 > 14/06/2024</p> <p>Livraison par hub.brussels du prospectus finalisé en version digitale à la commune à l'adresse mail suivante : conomie@etterbeek.brussels Quant à elle, la commune se chargera d'imprimer des exemplaires papier en fonction du besoin et de la transmission au public concerné dès sa finalisation.</p>
Lieu(x) de réalisation du Projet	/
Objectifs hub.brussels	Information sur / promotion des possibilités d'entreprendre en Région de Bruxelles-Capitale et des structures d'information et d'accompagnement régionales.
Objectifs commune d'Etterbeek	<p>Information sur / Promotion des possibilités d'entreprendre dans le quartier Chasse/Saint-Antoine, le soutien aux (futurs) entrepreneurs Etterbeek, les structures d'information et d'accompagnement communale.</p> <p>Contenu de la brochure consultable par toute personne intéressée.</p>
Budget 2024 pour ce Projet	<p>TOTAL : 4500€ TVAC</p> <p>Budget 2024 hub.brussels : 3500€ TVAC</p> <p>Budget 2024 Etterbeek : 1000€ TVAC</p>
Maitre d'œuvre	hub.brussels
Engagements/actions commune d'Etterbeek :	/
<ul style="list-style-type: none"> • RH et assurances 	/
<ul style="list-style-type: none"> • Logistique 	Impression de la brochure en x exemplaires

<ul style="list-style-type: none"> • Communication/visibilité 	<p>Distribution de la brochure sous format papier & en ligne (site internet de la commune, diffusion par mail).</p> <p>La commune mettra en évidence le logo de hub.brussels dans le prospectus de la manière suivante : <i>cette brochure a été réalisée en partenariat avec [logo de hub.brussels]</i>.</p> <p>La diffusion de la brochure ne sera réalisée qu’après accord entre les deux parties sur le contenu et la mise en page du prospectus.</p>
<ul style="list-style-type: none"> • Autres 	Rédaction et relecture
<p>Engagements/actions hub.brussels</p> <ul style="list-style-type: none"> • RH et assurances 	/
<ul style="list-style-type: none"> • Logistique 	Mise en page (graphisme)
<ul style="list-style-type: none"> • Communication/visibilité 	Copywriting et traduction en NL et ENG
<ul style="list-style-type: none"> • Autres 	Transmission de données qualitatives et quantitatives sur le quartier commerçant à Etterbeek et relecture du contenu du prospectus.

Durée de la convention

La présente convention prend cours à dater de sa signature après la validation par le Conseil communal le 19/02/2024 et se termine de plein droit le 01/07/2024 et n’est pas renouvelable.

Résiliation

Le non-respect des parties d’un de leurs engagements autorise l’autre Partie à résilier la convention sans préavis, par lettre recommandée.

De plus, chacune des parties peut mettre fin à la présente convention moyennant un préavis motivé de 30 jours, notifié par lettre recommandée.

Pour la commune d’Etterbeek

Pour hub.brussels

Par Ordonnance,

La Secrétaire Communale Le Collège,

Annick Petit

Vincent De Wolf

Yassine ASSAL

Coordination

Le Bourgmestre

Head of Local Partnerships

Overeenkomst tussen de Gemeente Etterbeek en hub.brussels voor het opstellen van een economische prospectus

De gemeenteraad,

gelet op de kaderovereenkomst tussen hub.brussels en de gemeente Etterbeek die werd ondertekend op 30/09/2019 (zie bijlage);

gelet op de steun van hub.brussels, Brussels Agentschap voor Bedrijfsondersteuning, bij de uitgave van een economische brochure over de gemeente Etterbeek en meer bepaald over de wijk Jacht/Sint-Antoon;

overwegende dat het belangrijk is om leegstaande handelsruimten te blijven bestrijden;

overwegende dat de wijk de Jacht/Sint-Antoon de wijk is met het hoogste percentage van leegstaande handelsruimten (14%) en dat deze wijk als prioritaire actiezone werd vastgelegd;

overwegende dat die brochure een portret schetste van die wijk aan de hand van kwalitatieve en kwantitatieve gegevens en dat het doel ervan was om te informeren over de mogelijkheden om te ondernemen in de prioritaire wijken om (toekomstige) ondernemers in Etterbeek te ondersteunen;

overwegende dat de prospectus te raadplegen zou zijn op de website van de gemeente en dat een tweetalige papieren versie ook op aanvraag beschikbaar zou zijn en zou worden uitgedeeld aan nieuwe ondernemers;

overwegende dat de lay-out, de copywriting, de vertaling in het Nederlands en het Engels, de aanlevering van kwalitatieve en kwantitatieve gegevens en het proeflezen worden uitgevoerd door hub.brussels;

overwegende dat de druk, de verdeling, de redactie en het proeflezen van de brochure zullen worden uitgevoerd door de dienst Economische en Commerciële Ontwikkeling en Algemene Aangelegenheden;

overwegende dat de handelaars van de wijk de Jacht/Sint-Antoon op de hoogte zullen worden gehouden van het project en dat de handelaarsvereniging van de wijk een advies zal kunnen geven;

overwegende dat het budget voor de druk van de brochure wordt geschat op 1.000 euro inclusief btw;

overwegende dat die kosten zouden worden ingeschreven op het begrotingsartikel van de dienst Economische en Commerciële Ontwikkeling: 520-124 - 02/01;

BESLIST

Om goedkeuring te geven voor:

1. Het maken van een economische brochure voor (toekomstige) ondernemers van Etterbeek
2. De inschrijving van de kosten op het begrotingsartikel van de dienst Economische en Commerciële Ontwikkeling: 520-124 - 02/01
3. De overeenkomst tussen de gemeente Etterbeek en hub.brussels zoals hieronder opgenomen:

Projectovereenkomst tussen de gemeente Etterbeek & hub.brussels

Bijlage nr. 1 betreffende de uitgave van een economisch prospectus over de gemeente Etterbeek

Preambule

Deze projectovereenkomst wordt gesloten in overeenstemming met artikel 4 van de kaderovereenkomst die werd gesloten tussen de gemeente Etterbeek en hub.brussels op 30 september 2019.

Project “Economisch prospectus”

<p>Beschrijving van het project</p>	<p>Het doel van deze overeenkomst is de uitgave van een economisch prospectus voor de gemeente Etterbeek en meer bepaald voor de wijk Jacht/Sint-Antoon, dat een economisch portret van deze wijk zal schetsen. Het is bedoeld voor mensen die al ondernemen, die geïnteresseerd zijn om te ondernemen in de gemeente of elke andere persoon die geïnteresseerd is in deze informatie.</p> <p>Dit prospectus zal gegevens over handelszaken en ondernemingen in Etterbeek belichten, die met name door hub.brussels worden gegenereerd. Deze gegevens zijn momenteel beschikbaar via de digitale producten (handelsatlas en barometer van de handelswijk) van het platform https://analytics.brussels/#/.</p> <p>De brochure zal in detail de kwalitatieve en kwantitatieve gegevens voorstellen voor 1 van de handelswijken van Etterbeek die door de gemeente als prioritair voor commerciële ontwikkeling werden geïdentificeerd (Jacht/Sint-Antoon). De wijk Jacht/Sint-Antoon heeft genoten van de gemeentelijke premie om de opening van een handelszaak aan te moedigen.</p> <p>Dit prospectus zal ook de gemeentelijke en gewestelijke subsidies en fiscale stimulansen voor de vestiging van handelszaken en ondernemingen in de gemeente onder de aandacht brengen.</p> <p>Tot slot geeft deze brochure een overzicht van de contactgegevens van de gemeentediensten van Etterbeek en de gewestelijke diensten waarop (toekomstige) ondernemers een beroep kunnen doen.</p>
<p>Verplichtingen van de partijen</p>	<p>19/02/2024: goedkeuring van de projectovereenkomst door de gemeenteraad</p> <p>Compilatie van de gegevens, redactie en illustratie van het prospectus FR: 01/02/2024 > 31/03/2024.</p> <p>Harmonisering van de inhoud van de brochure en vertaling in NL en ENG: 31/03/2024 > 15/04/2024</p> <p>Lay-out en druk 15/04/2024 > 14/06/2024</p> <p>Levering door hub.brussels van de afgewerkte prospectus in digitale versie aan de gemeente via het e-mailadres: Economie conomie@etterbeek.brussels De gemeente zal de papieren exemplaren drukken in functie van de behoeften en aan het publiek bezorgen.</p>
<p>Plaats(en) van uitvoering van het project</p>	<p>/</p>

Doelstellingen hub.brussels	Informatie over / promoten van de mogelijkheden om te ondernemen in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de gewestelijke structuren voor informatie en begeleiding
Doelstellingen gemeente Etterbeek	Informatie over / promoten van de mogelijkheden om te ondernemen in de wijk Jacht/Sint-Antoon, de steun voor (toekomstige) ondernemers in Etterbeek, de gemeentelijke structuren voor informatie en begeleiding Inhoud van de brochure is te raadplegen door alle geïnteresseerden
Budget 2024 voor dit project	TOTAAL: 4.500 euro (inclusief btw) Budget 2024 hub.brussels: 3.500 euro (inclusief btw) Budget 2024 Etterbeek: 1.000 euro (inclusief btw)
Bouwdirectie	hub.brussels
Engagementen/acties gemeente Etterbeek:	
<ul style="list-style-type: none"> • HR en verzekeringen 	/
<ul style="list-style-type: none"> • Logistiek 	Druk van de brochure in x exemplaren
<ul style="list-style-type: none"> • Communicatie/zichtbaarheid 	Verspreiding van de brochure op papier & online (website van de gemeente, verspreiding via mail). De gemeente zal de aandacht vestigen het logo van hub.brussels in het prospectus en dat als volgt: <i>deze brochure werd gemaakt in partnerschap met [logo van hub.brussels]</i> De brochure wordt pas verspreid als beide partijen het eens zijn over de inhoud en de lay-out van het prospectus.
<ul style="list-style-type: none"> • Andere 	Redactie en proeflezen
Engagementen/acties hub.brussels	
<ul style="list-style-type: none"> • HR en verzekeringen 	/
<ul style="list-style-type: none"> • Logistiek 	Lay-out (grafische vormgeving)
<ul style="list-style-type: none"> • Communicatie/zichtbaarheid 	Copywriting en vertaling in het NL en ENG
<ul style="list-style-type: none"> • Andere 	Aanlevering van de kwalitatieve en kwantitatieve gegevens over de handelswijk in Etterbeek en proeflezen van de inhoud van het prospectus.

Duur van de overeenkomst

Deze overeenkomst treedt in werking op de datum van ondertekening na goedkeuring door de gemeenteraad op 19/02/2024 en eindigt van rechtswege op 01/07/2024 en is niet hernieuwbaar.

Ontbinding

Als de partijen een van hun verbintenissen niet nakomt, kan de andere partij de overeenkomst zonder opzegtermijn opzeggen per aangetekend schrijven.

Bovendien kan elk van de partijen deze overeenkomst opzeggen door middel van een aangetekende brief met een opzeggingstermijn van 30 dagen.

Voor de gemeente Etterbeek

Voor hub.brussels

In opdracht:

Het college,

Annick Petit

Vincent De Wolf

Yassine ASSAL

De gemeentesecretaris,

De burgemeester

Head of Local Partnerships, Coördinatie

4 annexes / 4 bijlagen

20230117_FR_Convention de projet Etterbeek_brochure économique.pdf, convention cadres hub x Etterbeek_FR.pdf, convention cadres hub x Etterbeek_NL.pdf, 20230117_NL Convention de projet Etterbeek_brochure économique.pdf

Enseignement (sauf promotion sociale) - Onderwijs (behalve sociale promotie)

14 Centre PSE - Agrément 2024-2030 - Convention entre la commune d'Etterbeek et les écoles communales.

Le Conseil communal,

Attendu que la Commune d'Etterbeek a créé un Centre de Santé, situé 67, rue des Champs; que ce Centre pratique conformément à la loi du 21/03/1964 sur l'Inspection Médicale Scolaire, les examens des enfants des écoles communales d'Etterbeek ;

Vu l'Arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 13 juin 2002 fixant les fréquences, le contenu et les modalités des bilans de santé en application du décret du 20 décembre 2001 relatif à la promotion de la santé à l'école ;

Vu les articles 100, 117 et 149 de la nouvelle loi communale ;

DECIDE

d'adopter la convention, telle qu'elle figure ci-dessous, conclue entre la Commune d'Etterbeek et les établissements scolaires communaux dans le cadre des décrets et arrêtés précités relatifs à la Promotion de la Santé à l'École et dans l'enseignement supérieur hors universités.

CONVENTION

L'administration communale d'Etterbeek, Pouvoir organisateur, inscrit à la BCE sous le numéro 0207 365 610 dont le siège social est situé Avenue des Casernes 31/1 à 1040 Etterbeek valablement représenté par M. le Bourgmestre Vincent De Wolf et Madame la Secrétaire communale Annick Petit s'engage à ce que son service mette en œuvre la promotion de la santé pour les établissements dont il est le pouvoir organisateur, dans le respect du décret du 14 mars 2019 relatif à la promotion de la santé à l'école, ci-après dénommé « le décret » et de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 25 août 2022 fixant la procédure et les conditions d'agrément, ainsi que les modalités de subventionnement des Services de promotion de la santé à l'école, en application du décret du 14 mars 2019 relatif à la Promotion de la Santé à l'École et dans l'enseignement supérieur hors universités.

Le pouvoir organisateur s'engage à fournir au service les renseignements visés à l'article 17 du décret sur support informatique de manière privilégiée.

Au moment de la signature du présent document, le service comprend les personnes mentionnées dans un tableau qui reprend les informations suivantes : nom, prénom, fonction. Le service se réserve le droit de modifier cette composition pendant la durée de la convention, et d'en informer immédiatement le pouvoir organisateur.

Les bilans de santé, en ce compris les vaccinations qui se déroulent dans les locaux de l'antenne située rue des Champs 65 à 1040 Etterbeek

Le service se réserve le droit de réaliser les bilans dans d'autres locaux, à condition que ceux-ci répondent aux normes et conditions fixées dans l'annexe I.

L'agenda des bilans sera fixé annuellement de commun accord et le cas échéant modifié de commun accord.

L'organisation du transport des élèves pour les bilans de santé est de la responsabilité du service qui en assume intégralement le coût.

En cas de modification de l'organisation des bilans de santé à l'initiative de l'école ou du contractant, dans des délais ne permettant pas l'annulation sans frais des transports, les frais de désistement devront être intégralement remboursés au service par l'école ou le contractant.

Le service s'engage à n'utiliser que des moyens de transport conformes aux législations en matière de transport des personnes.

L'école reste responsable des élèves. Elle assurera l'accompagnement et la surveillance des élèves pendant le transport et l'attente des examens.

Le service assurera l'ensemble des missions prévues à l'article 2 du décret

Les informations utiles se transmettront entre les établissements et le service d'une des manières suivantes :

Soit via la fourniture en main propre aux membres du personnel du service

Soit via une interface d'envoi en ligne sécurisée mise à disposition directement par le service (par exemple, un site internet sécurisé et dédié à cette fonctionnalité) ;

Soit via un système de messagerie électronique disposant de mesures de sécurité techniques et organisationnelles élevées de bout en bout, de l'école vers le pouvoir organisateur, de façon à garantir que seuls l'expéditeur et le destinataire soient en capacité d'accéder aux données concernées (par exemple par l'intermédiaire de pièces jointes chiffrées)

La signature du présent document engage le pouvoir organisateur pour une durée maximale de 6 ans, expirant le 30/08/2024 conformément à la durée d'agrément du Service.

Fait à Etterbeek le 19/02/2030

Centrum voor gezondheidspromotie op school - Goedkeuring 2024-2030 – Overeenkomst tussen de gemeente Etterbeek en de gemeentescholen

De gemeenteraad,

overwegende dat de gemeente Etterbeek een gezondheidscentrum heeft opgericht, gelegen Veldstraat 67; dat dit centrum, in overeenstemming met de wet van 21/03/1964 op het medisch schooltoezicht, de onderzoeken uitvoert van de kinderen van de gemeentescholen van Etterbeek;

gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 13 juni 2002 tot vaststelling van de frequenties, de inhoud en de nadere regels voor de gezondheidsbeoordelingen in toepassing van het decreet van 20 maart 2001 betreffende de gezondheidspromotie op school;

gelet op artikels 100, 117 en 149 van de Nieuwe Gemeentewet;

BESLIST

de onderstaande overeenkomst tussen de gemeente Etterbeek en de gemeentescholen in het kader van de voornoemde decreten en besluiten betreffende de gezondheidspromotie op school en in het niet-universitair hoger onderwijs goed te keuren.

OVEREENKOMST

Het gemeentebestuur van Etterbeek, inrichtende macht, ingeschreven in de KBO onder het nummer 0207 365 610, waarvan de maatschappelijke zetel is gevestigd op de Kazernenlaan 31/1 in 1040 Etterbeek, geldig vertegenwoordigd door burgemeester Vincent De Wolf en gemeentesecretaris Annick Petit, verbindt zich ertoe ervoor te zorgen dat zijn dienst de gezondheidspromotie implementeert voor de instellingen waarvoor het de inrichtende macht is, in naleving van het decreet van 14 maart 2019 betreffende de gezondheidspromotie op school, hierna "het decreet genoemd", en het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 25 augustus 2022 tot vaststelling van de procedure en de erkenningsvoorwaarden, de nadere regels voor de subsidiëring van de diensten voor gezondheidspromotie op school, met toepassing van het decreet van 14 maart 2019 betreffende de gezondheidspromotie op school en in het hoger onderwijs buiten de universiteiten.

De inrichtende macht verbindt zich ertoe de dienst de inlichtingen te bezorgen die zijn bedoeld in artikel 17 van het decreet, bij voorkeur in elektronische vorm.

Op het moment van ondertekening van dit document, bestaat de dienst uit de personen die vermeld worden in een tabel met de volgende informatie: naam, voornaam, functie. De dienst behoudt zich het recht voor deze samenstelling te wijzigen tijdens de duur van de overeenkomst en de inrichtende macht daar onmiddellijk van op de hoogte te brengen.

De gezondheidsbeoordelingen, met inbegrip van de vaccinaties, vinden plaats in de lokalen van het bijkantoor dat is gelegen op de Veldstraat 65 in 1040 Etterbeek.

De dienst behoudt zich het recht voor om de beoordelingen uit te voeren in andere lokalen op voorwaarde dat deze voldoen aan de normen en voorwaarden vastgelegd in bijlage I.

De agenda van de beoordelingen wordt jaarlijks in onderling overleg vastgelegd en indien nodig in onderling overleg gewijzigd.

De organisatie van het vervoer van de leerlingen voor de gezondheidsbeoordelingen is de verantwoordelijkheid van de dienst, die de volledige kostprijs ervan voor zijn rekening neemt.

In geval van wijziging van de organisatie van de gezondheidsbeoordelingen op initiatief van de school of de contractant, binnen een termijn waarin het vervoer niet kosteloos kan worden geannuleerd, moet de

school of de contractant de annuleringskosten volledig aan de dienst vergoeden.

De dienst verbindt zich ertoe enkel vervoersmiddelen te gebruiken die in overeenstemming zijn met de wetgeving betreffende het personenvervoer.

De school blijft verantwoordelijk voor de kinderen. Zij zorgt voor begeleiding en toezicht op de kinderen tijdens het vervoer en tijdens het wachten op de onderzoeken.

De dienst voert alle opdrachten uit die zijn voorzien in artikel 2 van het decreet.

De scholen en de diensten wisselen nuttige informatie uit op een van de volgende manieren:

- hetzij door afgifte aan personeelsleden van de dienst

- hetzij via een beveiligde online interface die rechtstreeks door de dienst wordt aangeboden (bijvoorbeeld een beveiligde website die speciaal voor deze functie is opgezet);

- of via een elektronisch berichtensysteem met hoge end-to-end technische en organisatorische beveiligingsmaatregelen, van de school naar de inrichtende macht, zodat alleen de verzender en de ontvanger toegang hebben tot de betreffende gegevens (bijvoorbeeld via gecodeerde bijlagen).

De ondertekening van dit document verbindt de inrichtende macht voor een maximale duur van 6 jaar, die afloopt op 30/08/2024 in overeenstemming met de duur van de erkenning van de dienst.

Opgemaakt in Etterbeek op 19/02/2030

De gemeentesecretaris,

De burgemeester,

Annick PETIT

Vincent DE WOLF

15 **Centre PSE - Agrément 2024-2030 - Convention entre la commune d'Etterbeek et l'Institut Reine Fabiola.**

Le Conseil communal,

Attendu que la Commune d'Etterbeek a créé un Centre de Santé, situé 67, rue des Champs; que ce Centre pratique conformément à la loi du 21/03/1964 sur l'Inspection Médicale Scolaire, les examens des enfants des écoles communales d'Etterbeek ;

Vu l'Arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 13 juin 2002 fixant les fréquences, le contenu et les modalités des bilans de santé en application du décret du 20 décembre 2001 relatif à la promotion de la santé à l'école ;

Vu les articles 100, 117 et 149 de la nouvelle loi communale ;

DECIDE

d'adopter la convention, telle qu'elle figure ci-dessous, conclue entre la Commune d'Etterbeek et les établissements scolaires communaux dans le cadre des décrets et arrêtés précités relatifs à la Promotion de la Santé à l'Ecole et dans l'enseignement supérieur hors universités.

CONVENTION

Entre :

Le pouvoir organisateur du service de promotion de la santé à l'école Centre de santé communal inscrit à la BCE sous le numéro BE0207 365 610, dont le siège social est situé avenue des Casernes 31/1 à 1040 Etterbeek valablement représenté par M. le Bourgmestre Vincent De Wolf et Madame la Secrétaire communale Annick Petit ;

Ci-après dénommé « le service », d'une part ;

Et :

Le pouvoir organisateur de l'Institut Reine Fabiola asbl inscrit à la BCE sous le numéro BE0409.843.113, dont le siège social est situé Rue des Champs 41 à 1040 Etterbeek valablement représenté par M. Stéphane Lejeune, président du Conseil d'administration

Ci-après dénommé « l'école », d'autre part,

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1er

Le service s'engage à exécuter au bénéfice de l'école les obligations fixées par le décret du 14 mars 2019 relatif à la promotion de la santé à l'école, ci-après dénommé « le décret ». Il s'engage également à respecter le prescrit de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 25 août 2022 fixant la procédure et les conditions d'agrément, ainsi que les modalités de subventionnement des services de promotion de la santé à l'école, en application du décret du 14 mars 2019 relatif à la promotion de la santé à l'école et dans l'enseignement supérieur hors universités.

Article 2 – Les coordonnées complètes de l'école sont les suivantes :

Nom de l'école: Institut Reine Fabiola

Adresse: Rue des Champs 41 1040 ETTERBEEK

Code FASE (école et implantation)

Ecole : 211 – Implantation – 337 & 338

Nom de l'implantation Anderlecht

Institut Reine Fabiola – Site Erasme

Adresse de l'implantation Anderlecht

Route de Lennik 808 1070 ANDERLECHT

E-mail (école et implantation)

Implantation Etterbeek : secretariat.etterbeek@irf-ecole.be

Implantation Anderlecht: secretariat.erasme@irf-ecole.be

Téléphone (école et implantation)

Implantation Etterbeek : 02 629 00 40

Implantation Anderlecht: 02 555 39 21

Type d'enseignement

Implantation Etterbeek : Libre secondaire ordinaire

Implantation Anderlecht : Enseignement de promotion sociale complémentaire

Article 3 - L'école s'engage à fournir au service les renseignements visés à l'article 17 du décret sur support informatique de manière privilégiée.

Article 4 –Au moment de la signature du présent document, le service comprend les personnes mentionnées dans un tableau qui reprend les informations suivantes : nom, prénom, fonction. Le service se réserve le droit de modifier cette composition pendant la durée de la convention, et d'en informer immédiatement le pouvoir organisateur.

Article 5 – Les bilans de santé, en ce compris les vaccinations qui se déroulent dans les locaux de l'antenne située rue des Champs 65 à 1040 Etterbeek

Le service se réserve le droit de réaliser les bilans dans d'autres locaux, à condition que ceux-ci répondent aux normes et conditions fixées dans l'annexe I.

Article 6 - L'agenda des bilans sera fixé annuellement de commun accord et le cas échéant modifié de commun accord.

Article 7 - L'organisation du transport des élèves pour les bilans de santé est de la responsabilité du service qui en assume intégralement le coût.

En cas de modification de l'organisation des bilans de santé à l'initiative de l'école ou du contractant, dans des délais ne permettant pas l'annulation sans frais des transports, les frais de désistement devront être intégralement remboursés au service par l'école ou le contractant.

Le service s'engage à n'utiliser que des moyens de transport conformes aux législations en matière de transport des personnes.

L'école reste responsable des élèves. Elle assurera l'accompagnement et la surveillance des élèves pendant le transport et l'attente des examens.

Article 8 - Le service assurera l'ensemble des missions prévues à l'article 2 du décret

Article 9. – Les informations utiles se transmettront entre le service et l'école d'une des manières suivantes :

- Soit via la fourniture en main propre aux membres du personnel du service
- Soit via une interface d'envoi en ligne sécurisée mise à disposition directement par le service (par exemple, un site internet sécurisé et dédié à cette fonctionnalité) ;
- Soit via un système de messagerie électronique disposant de mesures de sécurité techniques et organisationnelles élevées de bout en bout, de l'école vers le pouvoir organisateur, de façon à garantir que seuls l'expéditeur et le destinataire soient en capacité d'accéder aux données concernées (par exemple par l'intermédiaire de pièces jointes chiffrées)

Article 10 - La présente convention entre en application le 01/09/2024, pour une durée maximale de 6 ans, expirant le 30/08/2030, conformément à la durée d'agrément du service.

Elle est reconduite tacitement, sauf dénonciation par l'une des deux parties, moyennant un préavis de huit mois, par lettre recommandée, conformément à l'article 13 de l'arrêté fixant la procédure et les conditions d'agrément et les modalités de subventionnement des services.

Article 11 – En cas de litiges relatifs à l'exécution de la présente convention, la voie amiable sera privilégiée. Si la voie judiciaire devait toutefois être utilisée, les tribunaux territorialement compétents seront ceux correspondant à la localisation du service.

Fait à Etterbeek le 19/02/2024

Pour le service PSE

Pour l'école:

Par ordonnance:

La Secrétaire communale,

Le Bourgmestre,

Le Président,

Annick PETIT

Vincent DE WOLF

Stéphane LEJEUNE

Centrum voor gezondheidspromotie op school - Goedkeuring 2024-2030 – Overeenkomst tussen de gemeente Etterbeek en de Institut Reine Fabiola

De gemeenteraad,

overwegende dat de gemeente Etterbeek een gezondheidscentrum heeft opgericht, gelegen Veldstraat 67; dat dit centrum, in overeenstemming met de wet van 21/03/1964 op het medisch schooltoezicht, de onderzoeken uitvoert van de kinderen van de gemeentescholen van Etterbeek;

gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 13 juni 2002 tot vaststelling van de frequenties, de inhoud en de nadere regels voor de gezondheidsbeoordelingen in toepassing van het decreet van 20 maart 2001 betreffende de gezondheidspromotie op school;

gelet op artikels 100, 117 en 149 van de Nieuwe Gemeentewet;

BESLIST

de onderstaande overeenkomst tussen de gemeente Etterbeek en de gemeentescholen in het kader van de voornoemde decreten en besluiten betreffende de gezondheidspromotie op school en in het niet-universitair hoger onderwijs goed te keuren.

OVEREENKOMST

Tussen:

De inrichtende macht van de dienst voor gezondheidspromotie op school, ingeschreven in de KBO onder het nummer BE207 365 610, waarvan de maatschappelijke zetel is gevestigd op de Kazernenlaan 31/1 in 1040 Etterbeek, geldig vertegenwoordigd door burgemeester Vincent De Wolf en gemeentesecretaris Annick Petit;

Hierna “de dienst” genoemd enerzijds,

En:

De inrichtende macht van Institut Reine Fabiola vzw, ingeschreven in de KBO onder het nummer BE0409.843.113, waarvan de maatschappelijke zetel is gevestigd op de Veldstraat 41 in 1040 Etterbeek, geldig vertegenwoordigd door de heer Stéphane Lejeune, voorzitter van de raad van bestuur,

Hierna “de school” genoemd anderzijds,

WORDT OVEREENGEKOMEN WAT VOLGT:

Artikel 1

De dienst verbindt zich ertoe ten behoeve van de school de verplichtingen uit te voeren die zijn vastgelegd in het decreet van 14 maart 2019 betreffende de gezondheidspromotie op school, hierna “het decreet” genoemd. Hij verbindt zich er ook toe de bepalingen te respecteren van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 25 augustus 2022 tot vaststelling van de procedure en de erkenningsvoorwaarden, de nadere regels voor de subsidiëring van de diensten voor

gezondheids promotie op school, met toepassing van het decreet van 14 maart 2019 betreffende de gezondheids promotie op school en in het hoger onderwijs buiten de universiteiten.

Artikel 2 De volledige gegevens van de school zijn de volgende:

Naam van de school: Institut Reine Fabiola

Adres van de school: Veldstraat 41, 1040 Etterbeek

Code FASE (school en vestiging)

School: 211 – Vestiging – 337 & 338

Naam van de vestiging Anderlecht

Institut Reine Fabiola – Site Erasme

Adres van de vestiging Anderlecht

Lenniksebaan 808 1070 ANDERLECHT

E-mail (school en vestiging)

Vestiging Etterbeek: secretariat.etterbeek@irf-ecole.be

Vestiging Anderlecht: secretariat.erasme@irf-ecole.be

Telefoon (school en vestiging)

Vestiging Etterbeek: 02 629 00 40

Vestiging Anderlecht: 02 555 39 21

Onderwijstype

Vestiging Etterbeek: Vrij gewoon secundair onderwijs

Vestiging Anderlecht: Onderwijs voor sociale promotie bijkomend

Artikel 3 - De school verbindt zich ertoe de dienst de inlichtingen te bezorgen die zijn bedoeld in artikel 17 van het decreet, bij voorkeur in elektronische vorm.

Artikel 4 – Op het moment van ondertekening van dit document, bestaat de dienst uit de personen die vermeld worden in een tabel met de volgende informatie: naam, voornaam, functie. De dienst behoudt zich het recht voor deze samenstelling te wijzigen tijdens de duur van de overeenkomst en de inrichtende macht daar onmiddellijk van op de hoogte te brengen.

Artikel 5 – De gezondheidsbeoordelingen, met inbegrip van de vaccinaties, vinden plaats in de lokalen van het bijkantoor dat is gelegen op de Veldstraat 65 in 1040 Etterbeek.

De dienst behoudt zich het recht voor om de beoordelingen uit te voeren in andere lokalen op voorwaarde dat deze voldoen aan de normen en voorwaarden vastgelegd in bijlage I.

Artikel 6 - De agenda van de beoordelingen wordt jaarlijks in onderling overleg vastgelegd en indien nodig in onderling overleg gewijzigd.

Artikel 7 - De organisatie van het vervoer van de leerlingen voor de gezondheidsbeoordelingen is de verantwoordelijkheid van de dienst, die de volledige kostprijs ervan voor zijn rekening neemt.

In geval van wijziging van de organisatie van de gezondheidsbeoordelingen op initiatief van de school of de contractant, binnen een termijn waarin het vervoer niet kosteloos kan worden geannuleerd, moet de school of de contractant de annuleringskosten volledig aan de dienst vergoeden.

De dienst verbindt zich ertoe enkel vervoersmiddelen te gebruiken die in overeenstemming zijn met de wetgeving betreffende het personenvervoer.

De school blijft verantwoordelijk voor de kinderen. Zij zorgt voor begeleiding en toezicht op de kinderen tijdens het vervoer en tijdens het wachten op de onderzoeken.

Artikel 8 - De dienst voert alle opdrachten uit die zijn voorzien in artikel 2 van het decreet.

Artikel 9 - De dienst en de school wisselen nuttige informatie uit op een van de volgende manieren:

De scholen en de diensten wisselen nuttige informatie uit op een van de volgende manieren:

- hetzij door afgifte aan personeelsleden van de dienst
- hetzij via een beveiligde online interface die rechtstreeks door de dienst wordt aangeboden (bijvoorbeeld een beveiligde website die speciaal voor deze functie is opgezet);
- of via een elektronisch berichtensysteem met hoge end-to-end technische en organisatorische beveiligingsmaatregelen, van de school naar de inrichtende macht, zodat alleen de verzender en de ontvanger toegang hebben tot de betreffende gegevens (bijvoorbeeld via gecodeerde bijlagen).

Artikel 10 - Deze overeenkomst treedt in werking op 01/09/2024, voor een maximale duur van 6 jaar, die afloopt op 30/08/2030 in overeenstemming met de duur van de erkenning van de dienst.

Ze overeenkomst wordt stilzwijgend verlengd, tenzij een van beide partijen deze acht maanden van tevoren per aangetekende brief opzegt, overeenkomstig artikel 13 van het decreet tot vaststelling van de procedure en voorwaarden voor goedkeuring en de voorwaarden voor subsidiëring van diensten.

Artikel 11 - Bij geschillen met betrekking tot de uitvoering van deze overeenkomst wordt de voorkeur gegeven aan een minnelijke schikking. Als er toch gerechtelijke stappen worden ondernomen, zijn de territoriaal bevoegde rechtbanken de rechtbanken die overeenkomen met de locatie van de dienst.

Opgemaakt in Etterbeek op 19/02/2024

Voor de dienst gezondheids promotie op school:

Voor de school:

In opdracht:

De gemeentesecretaris,

De burgemeester,

De voorzitter,

Annick PETIT

Vincent DE WOLF

Stéphane LEJEUNE

Action sociale - Maatschappelijk Welzijn

16 Participation de la commune d'Etterbeek au projet « Social Post-Covid Urban Revitalization » (SPUR) – Approbation de l'accord de partenariat et des modalités pratiques et financières qui en découlent

Le Conseil communal,

Vu la décision du Collège du 13 mars 2023 pour la participation de la commune d'Etterbeek à une candidature pour un projet européen coordonné par ALDA (Association Européenne pour la Démocratie Locale) concernant l'impact social à long terme du COVID sur certaines populations

fragiles et nommé « Social Post-Covid Urban Revitalization » (SPUR) (voir annexe) ;

Considérant que le service communal « Développement et Financement de Projets » était chargé de la préparation de cette candidature, et que cette candidature a été retenue ;

Considérant que le service Contact Plus sera le porteur de projet pour Etterbeek, avec l'implication d'autres services communaux, du CPAS et associations, à définir lors d'étapes ultérieures ;

Considérant que la participation de la commune d'Etterbeek au projet implique la signature d'un accord de partenariat en langue anglaise avec ALDA, le coordinateur du projet (à titre informatif, des traductions automatiques en français et en néerlandais ont été insérées en annexes) ;

Considérant que la participation de la commune d'Etterbeek au projet SPUR et la signature de l'accord de partenariat octroie à la commune un subside de 37.000 € pour la bonne réalisation des produits attendus décrits dans l'accord de partenariat, et que ces livrables sont attendus selon un planning bien défini entre le 1^{er} janvier 2024 et le 31 décembre 2025 (voir annexe B et C) ;

Considérant que ce subside sera octroyé en trois tranches, entre 2024 et 2025 :

- 1^{er} versement : 11.100 € dans les 30 jours après la signature de l'accord de partenariat ;
- 2^{ème} versement : 11.100 € dans les 60 jours suivant l'approbation du rapport intermédiaire, à rendre au plus tard le 31 janvier 2025 ;
- Solde final : 14.800 € sur base du rapport final.

Considérant que la participation de la commune d'Etterbeek au projet implique les actions suivantes (détaillées en annexes A, B, C) et considérant que ce subside est réparti en montants forfaitaires en fonction de chaque étape du projet :

- Participation à des voyages internationaux : 3.800 € ;
- Organisation de l'événement international final à Etterbeek : 17.200 € ;
- Préparation et organisation des produits attendus au niveau local (mapping des ressources, mise en œuvre des projets pilotes,...) : 16.000 €

Considérant l'article budgétaire duquel seront imputées les dépenses, à savoir l'article budgétaire « Politique des seniors » 834-124-48-02, et que ce subside doit donc y être inscrit afin de permettre au service Contact Plus de mener à bien ce projet et de rendre les livrables dans les temps ;

DECIDE :

1. De donner accord pour la participation de la commune d'Etterbeek au projet SPUR ;
2. De marquer accord sur l'accord de partenariat et sur la signature de celui-ci par les autorités communales ;
3. De prendre acte du subside octroyé dans le cadre de ce projet.

Deelname van de gemeente Etterbeek aan het project “Social Post-Covid Urban Revitalization” (SPUR) – Goedkeuring van de partnerschapsovereenkomst en de daaruit voortvloeiende praktische en financiële voorwaarden

De gemeenteraad,

gelet op de beslissing van het college van 13 maart 2023 tot deelname van de gemeente Etterbeek aan een kandidatuur voor een Europees project gecoördineerd door ALDA (European Association for Local Democracy) betreffende de impact op lange termijn van COVID op bepaalde kwetsbare bevolkingsgroepen en genaamd “Social Post-Covid Urban Revitalization” (SPUR) (zie bijlage);

overwegende dat de gemeentedienst Ontwikkeling en Financiering van Projecten verantwoordelijk was voor de voorbereiding van deze kandidatuur en dat deze kandidatuur werd gekozen;

overwegende dat de dienst Contact Plus de projectleider zal zijn voor Etterbeek, met betrokkenheid van andere gemeentediensten, het OCMW en verenigingen, die in een later stadium zullen worden gedefinieerd;

overwegende dat voor de deelname van de gemeente Etterbeek aan het project een partnerschapsovereenkomst in het Engels moet worden ondertekend met ALDA, de projectcoördinator (ter informatie werden de automatische vertaling in het Frans n het Nederlands bijgevoegd in bijlage);

overwegende dat de deelname van de gemeente Etterbeek aan het project SPUR en de ondertekening van de partnerschapsovereenkomst de gemeente een subsidie van 37.000 euro toekent voor de succesvolle uitvoering van de producten beschreven in de partnerschapsovereenkomst, en dat deze producten verwacht worden volgens een welomschreven planning tussen 1 januari 2024 en 31 december 2025 (zie bijlagen B en C);

overwegende dat die subsidie zal worden toegekend in drie schijven, tussen 2024 en 2025:

- 1e storting: 11.100 euro binnen 30 dagen na ondertekening van de partnerschapsovereenkomst;
- 2e storting: 11.100 euro binnen 30 dagen na goedkeuring van het tussentijds verslag, dat uiterlijk moet worden ingediend tegen 31 januari 2025;
- Eindsaldo: 14.800 euro op basis van het eindverslag.

overwegende dat de deelname van de gemeente Etterbeek aan het project de volgende acties met zich meebrengt (gedetailleerd in bijlagen A, B, C) en overwegende dat deze subsidie in forfaitaire bedragen wordt verdeeld volgens elke fase van het project:

- Deelname aan internationale reizen: 3.800 euro;
- Organisatie van het internationale slotevenement in Etterbeek: 17.200 euro;
- Voorbereiding en organisatie van de producten die op lokaal niveau worden verwacht (in kaart brengen van hulpbronnen, uitvoering van proefprojecten, enz.): 16.000 euro;

gelet op het begrotingsartikel waarop de uitgaven zullen worden ingeschreven, namelijk begrotingsartikel 834-124-48-02 “Seniorenbeleid”, en gelet op het feit dat deze subsidie bijgevolg daarop moet worden ingeschreven om de dienst Contact Plus in staat te stellen dit project uit te voeren en de te producten tijdig te leveren;

BESLIST

1. om akkoord te gaan met de deelname van de gemeente Etterbeek aan het project SPUR;
2. om akkoord te gaan met de partnerschapsovereenkomst en de ondertekening ervan door de gemeentelijke overheid;
3. om akte te nemen van de subsidie die wordt toegekend in het kader van dit project.

4 annexes / 4 bijlagen

Traduction_NL_automatique.docx, SPUR_Partnership Agreement ETTERBEEK (1).docx, Traduction_FR_automatique.docx, Annexes B and C - Work Programme and List of Deliverables.xlsx

Achats - Aankopen

17 Administration communale – Fixations des conditions de divers marchés publics - Article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale – Communication pour information

Le conseil communal,

Attendu qu’en vertu de l’article 234 §3 de la Nouvelle Loi Communale, le Collège des Bourgmestre et Echevins est habilité à exercer le pouvoir du Conseil communal pour fixer, dans le cas d’un recours à la procédure négociée sans publicité préalable, les conditions du marché s’il est fait application des articles 42 §1 1° a) et 92 de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, fournitures et services ;

Attendu qu’il s’agit de marchés de faible montant ou par procédure négociée sans publication préalable dont la dépense à approuver ne dépasse pas le montant de € 140.000,00 hors TVA ;

Attendu que les décisions prises dans ce cadre par le Collège des Bourgmestre et Echevins doivent être communiquées pour information au Conseil communal ;

Attendu que les décisions suivantes ont été prises par le Collège des Bourgmestre et Echevins :

Fixations des conditions de divers marchés publics Article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale		
Conditions - approb.	Description	Montant de commande
23/08/2023	Signalisation - Fourniture et placement de silhouettes pour passages piétons	€ 9.500,00
30/08/2023	Remplacement en urgence de chaudières individuelles	€ 148.294,00
30/08/2023	Service de Prévention - Achat de deux petits frigos	€ 577,00
30/08/2023	Service de Prévention - Achat de 4 vélos pour éducateurs de rue	€ 1.360,00
13/09/2023	Crèche Claudine Meurice - Achat d'un lit surélevé en bois pour bébé + matelas	€ 614,53
13/09/2023	Sports - Achat d'un ring de boxe pliable + accessoires	€ 5.355,00
13/09/2023	Parcs et plantations - Fourniture et pose d'une clôture mitoyenne avec le n° 63 de la rue Baron de Castro conformément à la convention afférente au chantier de reconstruction de la l'aile maternelle de l'école "Paradis des Enfants"	€ 3.126,88
13/09/2023	Maison communale - Acquisition de miroirs de sécurité pour le parking	€ 2.664,36
13/09/2023	Maison communale - Entretien de la détection incendie et renouvellement de détecteurs (phase 1)	€ 26.684,78
13/09/2023	Informatique - Service de Prévention - Achat de 30 Samsung Galaxy A23	€ 8.071,67
13/09/2023	Openbare bibliotheek - Installation Survey Wifi sur le site et recâblage	€ 1.566,95
13/09/2023	Fluicity - Mobiliers urbains - Acquisition de poubelles avec cendrier\	€ 87.047,40
20/09/2023	Ecole "Claire joie" - Acquisition de mobilier divers	€ 12.000,00
20/09/2023	Pétanque - Création d'une tranchée "anti-bruit"	€ 3.580,53
04/10/2023	Recensement et support numérique pour l'inventaire et la gestion du patrimoine arboré de la Commune d'Etterbeek	€ 22.195,03
04/10/2023	Enseignement primaire - Sécurisation du sas vers la cours des Marronniers	€ 29.999,99
11/10/2023	Maison communale - Couverture Indoor Proximus	€ 37.237,75
18/10/2023	Institut Ernest Richard - Acquisition de mobiliers scolaires pour la classe Flex	€ 13.680,26
18/10/2023	Propreté publique - Acquisition d'un vélo cargo Urban avec accessoires	€ 7.066,53

18/10/2023	Economat - Acquisition de matériel de nettoyage (chariots pour techniciennes de surfaces)	€ 1.013,84
18/10/2023	Informatique - Achat d'un serveur back-up	€ 368,28
18/10/2023	Ludothèque - Placement d'un système de vidéoparophonie	€ 1.616,12
18/10/2023	Enseignement - Achat d'ordinateurs pour les classes d'informatique des écoles et de l'espace publique numérique de la bibliothèque néerlandophone	€ 47.396,69
18/10/2023	Enseignement primaire - Achat d'ordinateurs	€ 48.595,54
18/10/2023	Service de Prévention et école "La Farandole" - Installation Survey Wifi sur le site et recâblage	€ 4.356,00
18/10/2023	Enseignement primaire - Achat de coques pour Ipad	€ 1.415,70
18/10/2023	Service de Prévention - Achat de coques pour smartphones	€ 279,82
18/10/2023	Service de Prévention - Achat de la licence Bit Titan pour migration mails du service de Prévention	€ 909,68
18/10/2023	Institut Ernest Richard (Buedts) - Achat de matériels pédagogiques pour véhicules électriques	€ 5.695,59
18/10/2023	Complexe scolaire "La Farandole - Les Marronniers" - Achat de 2 nettoyeurs à haute pression	€ 1.108,00
18/10/2023	Complexe scolaire "La Farandole - Les Marronniers" - Achat d'un frigo de table	€ 439,00
18/10/2023	Complexe scolaire "La Farandole - Les Marronniers" - Achat de 2 aspirateurs	€ 384,00
25/10/2023	Complexe scolaire "La Farandole - Les Marronniers" - Achat d'un lave-linge	€ 673,99
25/10/2023	Complexe scolaire "La Farandole - Les Marronniers" - Achat d'un séchoir à condensation	€ 539,00
25/10/2023	Complexe scolaire "La Farandole - Les Marronniers" - Achat de ventilateurs et d'un chariot pliable sur roues	€ 431,59
25/10/2023	Economat - Achat d'aspirateurs	€ 2.717,88
25/10/2023	Economat - Acquisition de vaisselle pour réceptions/festivités	€ 3.847,07
25/10/2023	Institut Ernest Richard (St-Pierre) - Acquisition de matériel pédagogique pour classe flexible	€ 745,65
25/10/2023	Ecole "Paradis des Enfants" - Achat de matériels didactiques (poupées, jeux divers...)	€ 745,65
25/10/2023	Propreté publique - Acquisition d'un vélo cargo à assistance électrique pour le détagage	€ 3.049,00
25/10/2023	Propreté publique - Acquisition d'une remorque de vélo pour attacher une charrette de balayage	€ 1.942,00
08/11/2023	Voirie - Installation de rampes vélos au Mont du Cinquantenaire	€ 63.399,99
08/11/2023	Voirie - Maillage vert (phase 2) - Aménagement de carrés d'arbres	€ 50.060,29

08/11/2023	Ecole "La Farandole" - Travaux de mise en conformité par rapport au permis d'urbanisme délivré	€ 14.136,37
08/11/2023	Cimetière communal - Fourniture et placement de cadres funéraires en béton	€ 11.205,57
16/11/2023	Centre de santé - Acquisition d'un pèse-personne à colonne (classe d'étalonnage III digital)	€ 965,60
16/11/2023	Informatique - Bibliothèque néerlandophone - Remplacement de l'imprimante à badge pour les cartes de membres	€ 1.005,38
16/11/2023	Cimetière communal - Création d'un jardin des fleurs	€ 59.815,73
16/11/2023	Sports - Acquisition de matériels sportifs pour les clubs Etterbeekois reconnus	€ 4.487,61
16/11/2023	Voirie - Travaux d'asphaltage	€ 145.029,52
22/11/2023	Informatique - Achat d'un écran 27 pouces pour le coordinateur financier de la MLE	€ 198,32
22/11/2023	Informatique - Achat de 2 scanners en remplacement de scanners obsolètes des packs biométriques des guichets (Phase test)	€ 678,82
22/11/2023	Ernest Richard - Création d'un atelier vélo (phase 1)\Ernest Richard	€ 69.333,15
29/11/2023	Crèche Aimé Dupont - Achat de matériel de lingerie	€ 2.200,00
29/11/2023	Participation - Fourniture de deux projecteurs et d'un écran	€ 2.205,23
29/11/2023	Informatique - CPAS - Remplacement de deux micros endommagés dans la salle du Bureau permanent	€ 859,10
29/11/2023	Voirie - Réaménagement des zones de stationnements et pose de dalles pour malvoyants place Saint-Pierre (Phase 2)	€ 101.319,58
29/11/2023	Informatique - Achat de 3 antennes relais GSM pour élections	€ 1.672,98
29/11/2023	Achats de casque audio pour les étudiants de l'ISFCE	€ 360,46
29/11/2023	ISFCE Achat d'une caméra	€ 498,99
29/11/2023	ISFCE-Achat d'une caméra de surveillance sans fil	€ 86,86
29/11/2023	ISFCE-Achat d'un switch réseau	€ 289,83
29/11/2023	ISFCE - Achat de répéteur WI-FI	€ 955,66
06/12/2023	Contact plus - Achat de 5 smartphones - Projet contre la fracture numérique	€ 1.345,28
06/12/2023	Contact plus- Achat de 8 tablettes - Projet pour lutter contre la fracture numérique	€ 1.850,03
13/12/2023	Dépôt communal - Acquisition de matériels divers dans le cadre du réaménagement complet du réfectoire	€ 8.870,29
13/12/2023	Démocratie participative - Acquisition et installation de deux boîtes-à-livres	€ 3.993,00

13/12/2023	Aménagement de l'entrée de la salle polyvalent de l'avenue d'Auderghem 219 par le placement d'un système de portes coulissantes automatique	€ 34.781,45
13/12/2023	Ernest Richard - Acquisition d'un ordinateur et clés USB	€ 14.894,50
13/12/2023	Ernest Richard - Acquisition de câble et outillage réseau	€ 317,17
13/12/2023	Participation - Fourniture et installation de quatre hôtels à insectes	€ 1.553,64
13/12/2023	Acquisition d'un vélo à assistance électrique pour Femmes + accessoires	€ 2.846,77
13/12/2023	Dépôt communal - Acquisition d'un lave-verres professionnel (projet subsidié Clean Brussels)	€ 1.172,03
13/12/2023	Propreté publique - Acquisition d'accessoires pour vélos (casques, cadenas et porte-GSM)	€ 372,33
13/12/2023	Académie Constantin Meunier - Acquisition de matériels divers pour l'atelier de sculpture et autres	€ 4.113,73
13/12/2023	Académie Constantin Meunier - Acquisition d'une ponceuse excentrique et de deux escabeaux	€ 708,14
13/12/2023	Voirie - Adaptation et placement d'une extension hydraulique sur le grappin d'un camion MAN avec système container	€ 4.211,11
20/12/2023	Démocratie participative - Acquisition d'un diable et de boîtes de rangement	€ 157,76
20/12/2023	Démocratie participative - Acquisition de 2 tonnelles	€ 1.911,01
20/12/2023	Ecole "Paradis des Enfants" - Acquisition de mobiliers divers (porte-manteaux, bureaux)	€ 2.654,48
20/12/2023	Ecole "Paradis des Enfants" - Achat de petits électroménagers (cafetières, bouilloires)	€ 239,80
20/12/2023	Informatique - Achat de matériel réseau pour l'intégration du service Prévention au réseau "JDLC" sécurisé	€ 2.985,31
20/12/2023	Dépôt communal - Acquisition de deux ponceuses sans fil + batteries (subside Clean Brussels)	€ 619,66
20/12/2023	Ecole "Paradis des Enfants" - Achat de ventilateurs destinés à l'ancienne aile (côté "Volontaires")	€ 2.704,93
20/12/2023	Participation - Acquisition et fourniture de mugs en acier émaillé (102 pièces)	€ 268,03
20/12/2023	Signalisation - Réalisation de marquage et renforcement de la signalisation verticale à 3 adresses (rues Beckers 129, Louis Hap 143, avenue Joseph Vandersmissen 27)	€ 4.097,51
20/12/2023	Voirie - Fourniture et placement d'arceaux vélos et de potelets	€ 5.659,90
20/12/2023	Ecole "Paradis des Enfants" - Achat de matériels divers (destructeur papier, chariots de nettoyage, dessertes)	€ 7.431,58
20/12/2023	Institut Ernest Richard (Buedts) - Achat d'équipements pédagogiques divers	€ 670,23
20/12/2023	I.S.F.C.E. - Achat d'une caméra avec accessoires (subside projet RRF)	€ 834,21
20/12/2023	Voirie - Acquisition d'arceaux pour vélos-cargo	€ 1.300,75

20/12/2023	Informatique - Crèche Aimé Dupont - Installation et maintenance d'une pointeuse	€ 2.577,30
20/12/2023	Propreté publique - Acquisition de deux remorques de vélo pour attacher une charrette de balayage	€ 3.702,60
20/12/2023	Propreté publique - Acquisition de deux vélos de tractage pour les charrettes du balayage	€ 5.415,14
20/12/2023	Propriétés communales - Travaux d'adaptation électrique et informatique	€ 24.092,00
20/12/2023	I.S.F.C.E. - Aménagement de 3 toilettes pour Dames	€ 28.690,00
20/12/2023	Propriétés communales - Mise en conformité des installations électriques dans divers bâtiments communaux selon besoin	€ 25.476,00
20/12/2023	Crèche Aimé Dupont - Acquisition de matériels didactiques (petits modules de jeu pour enfants)	€ 2.220,00
20/12/2023	Ecole "Paradis des Enfants" - Acquisition de mobiliers de bureau	€ 1.490,00
20/12/2023	Ecole "Paradis des Enfants" - Travaux de démontage et démolition à hauteur de l'ancienne piscine	€ 28.925,00
20/12/2023	Ecole "Paradis des Enfants" - Travaux de couverture du bassin en vue d'accueillir le groupe de ventilation	€ 29.500,00
20/12/2023	Ecole "Paradis des enfants" - Travaux de sécurisation incendie - Placement de parois et de portes coupe-feu (1ère phase)	€ 28.210,00
27/12/2023	Ecole "Paradis des Enfants" - Acquisition de chaises de bureau et d'une table de bureau	€ 2.548,89
27/12/2023	Ecole "Paradis des Enfants" - Acquisition d'un lave-linge et d'un sèche-linge	€ 937,00
27/12/2023	Ecole "Paradis des Enfants" - Acquisition de mobiliers divers afin d'équiper la nouvelle aile maternelle (complément)	€ 35.246,39
27/12/2023	Ecole "Paradis des Enfants" - Acquisition d'assises pour table SICO maternelle	€ 2.500,00

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins,

DÉCIDE,

De prendre pour information les décisions du Collège des Bourgmestre et Echevins dont question ci-dessus et ce en application de l'article 234 §3 de la Nouvelle Loi Communale.

Gemeentebestuur – Vaststellen van de voorwaarden van verschillende overheidsopdrachten – Artikel 234 §3 van de Nieuwe Gemeentewet – Mededeling ter kennisgeving

De Gemeenteraad

Overwegende dat overeenkomstig artikel 234 §3 van de Nieuwe Gemeentewet, het College van Burgemeester en Schepenen gemachtigd is de bevoegdheid van de Gemeenteraad uit te oefenen voor het vaststellen van de voorwaarden van de opdrachten die worden gegund bij onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking met toepassing van de artikelen 42 §1 1° a) en 92 van de wet van 17 juni 2016 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten;

Aangezien dat het de opdrachten betref met beperkte waarde of gegund bij onderhandelingsprocedure zonder voorafgaand bekendmaking waarvan de goed te keuren uitgave het bedrag van € 140.000,00 BTW excl. niet overschrijdt;

Aangezien dat de beslissingen in het kader genomen door het College van Burgemeester en Schepenen ter kennisgeving medegedeeld moeten worden aan de Gemeenteraad op zijn eerstvolgende vergadering;

Aangezien dat de volgende beslissingen werden genomen door het College van Burgemeester en Schepenen :

Vaststellen van de voorwaarden van verschillende overheidsopdrachten Artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet		
Voorwaard. Goedkeur.	Beschrijving	Bedrag van de bestelling
23/08/2023	Signalisatie – Levering en plaatsing van silhouet voor voetgangersoversteek- plaatsen	€ 9.500,00

30/08/2023	Dringende vervanging van de individuele verwarmingsketels	€ 148.294,00
30/08/2023	Dienst Preventie – Aankoop van twee kleine frigo's	€ 577,00
30/08/2023	Dienst Preventie – Aankoop van 4 fietsen voor straatopvoeders	€ 1.360,00
13/09/2023	Crèche Claudine Meurice - Aankoop van een verhoogd houten kinderbed + matras	€ 614,53
13/09/2023	Sport - Aankoop van een opvouwbare boksring + accessoires	€ 5.355,00
13/09/2023	Parken en aanplantingen - Leveren en plaatsen van een grenshek met nr. 63 Baron de Castrostraat in overeenstemming met de overeenkomst betreffende de reconstructie van de kleutervleugel van de school "Paradis des Enfants"	€ 3.126,88
13/09/2023	Gemeentehuis - Aankoop van veiligheidsspiegels voor de parking	€ 2.664,36
13/09/2023	Gemeentehuis - Onderhoud van branddetectiesystemen en vervanging van detectoren (fase 1)	€ 26.684,78
13/09/2023	Informatica - Dienst Preventie – Aankoop van 30 Samsung Galaxy A23	€ 8.071,67
13/09/2023	Openbare bibliotheek - Installatie van Survey Wifi op locatie en herbedrading	€ 1.566,95
13/09/2023	Fluicity - Straatmeubilair - Aankoop van afvalbakken met asbakken	€ 87.047,40
20/09/2023	School "Claire Joie" – Aankoop van allerlei meubilair	€ 12.000,00
20/09/2023	Petanque - Aanleg van een "anti-lawaai" sleuf	€ 3.580,53
04/10/2023	Telling en digitale ondersteuning voor de inventarisatie en het beheer van het bomenerfgoed van Etterbeek	€ 22.195,03
04/10/2023	Basisonderwijs - De toegang tot de binnenplaats van de Marronniers veiligstellen	€ 29.999,99
11/10/2023	Gemeentehuis - Dekking Indoor Proximus	€ 37.237,75
18/10/2023	Instituut Ernest Richard - Aankoop van schoolmeubilair voor de Flex-klas	€ 13.680,26
18/10/2023	Openbare Netheid - Aankoop van een Urban bakfiets met accessoires	€ 7.066,53
18/10/2023	Economaat - Aankoop van schoonmaakmateriaal (wagentjes voor schoonmaakpersoneel)	€ 1.013,84
18/10/2023	Informatica – Aankoop van een back-up server	€ 368,28
18/10/2023	Speelgoedbibliotheek – Plaatsing van een videofoonsysteem	€ 1.616,12
18/10/2023	Onderwijs – Aankoop van computers voor de informatica klassen van scholen en van de digitale openbare ruimte van de Nederlandstalige bibliotheek	€ 47.396,69
18/10/2023	Basisonderwijs – Aankoop van computers	€ 48.595,54
18/10/2023	Dienst Preventie en school "La Farandole" - Installatie Survey Wifi op de site en bekabeling	€ 4.356,00

18/10/2023	Basisonderwijs – Aankoop van hoesjes voor Ipad	€ 1.415,70
18/10/2023	Dienst Preventie – Aankoop van hoesjes voor smartphones	€ 279,82
18/10/2023	Dienst Preventie - Aankoop Bit Titan licentie voor Dienst Preventie mailmigratie	€ 909,68
18/10/2023	Instituut Ernest Richard (Buedts) - Aankoop van educatief materiaal voor elektrische voertuigen	€ 5.695,59
18/10/2023	Schoolcomplex "La Farandole - Les Marronniers" – Aankoop van 2 hoge drukreinigers	€ 1.108,00
18/10/2023	Schoolcomplex "La Farandole - Les Marronniers" - Aankoop van een tafelfrigo	€ 439,00
18/10/2023	Schoolcomplex "La Farandole - Les Marronniers" - Aankoop van 2 stofzuigers	€ 384,00
25/10/2023	Schoolcomplex "La Farandole - Les Marronniers" - Aankoop van een wasmachine	€ 673,99
25/10/2023	Schoolcomplex "La Farandole - Les Marronniers" - Aankoop van een condensatie droogkast	€ 539,00
25/10/2023	Schoolcomplex "La Farandole - Les Marronniers" - Aankoop van ventilators en een opvouwbare trolley op wielen	€ 431,59
25/10/2023	Economaat - Aankoop van stofzuigers	€ 2.717,88
25/10/2023	Economat - Aankoop van serviesgoed voor recepties/festiviteiten	€ 3.847,07
25/10/2023	Instituut Ernest Richard (St-Pieters) - Aankoop van lesmateriaal voor flexibele klaslokalen	€ 745,65
25/10/2023	School "Paradis des Enfants" - Aankoop lesmateriaal (poppen, verschillende spelletjes, enz.)	€ 745,65
25/10/2023	Openbare Netheid - Aankoop van een elektrisch ondersteunde bakfiets voor de afdeling detagie	€ 3.049,00
25/10/2023	Openbare Netheid - Aankoop van een fietskar om een veegwagen aan te koppelen	€ 1.942,00
08/11/2023	Wegenis - Installatie van fietsshellings op de Jubelberg	€ 63.399,99
08/11/2023	Wegenis – Groen gas (fase 2) – Inrichting van boomvierkanten	€ 50.060,29
08/11/2023	School "La Farandole" - Werkzaamheden om te voldoen aan verleende bouwvergunning	€ 14.136,37
08/11/2023	Gemeentelijke begraafplaats – Levering en plaatsing van betonnen funeraire kaders	€ 11.205,57
16/11/2023	Gezondheidscentrum – Aankoop van een kolomweegschaal (ijkklasse III digitaal)	€ 965,60
16/11/2023	Informatica – Nederlandstalige bibliotheek – Vervanging van de badgeprinter voor de kaarten van de leden	€ 1.005,38
16/11/2023	Gemeentelijke begraafplaats – Scheppen van een bloementuin	€ 59.815,73
16/11/2023	Sporten – Aankoop van sportmateriaal voor erkende Etterbeekse clubs	€ 4.487,61

16/11/2023	Wegenis - Asfalteringswerken	€ 145.029,52
22/11/2023	Informatica - Aankoop van een scherm 27 duim voor de financiële coördinator van het MLE	€ 198,32
22/11/2023	Informatica - Aankoop van 2 scanners in vervanging van versleten scanners van de biometrische packs van de loketten (Testfase)	€ 678,82
22/11/2023	Ernest Richard – Scheppen van een fiets werkplaats (fase 1)	€ 69.333,15
29/11/2023	Crèche Aimé Dupont - Aankoop linnenmateriaal	€ 2.200,00
29/11/2023	Participatie – Levering van twee projectoren en een scherm	€ 2.205,23
29/11/2023	Informatica - OCMW – Vervanging van twee beschadigde micro's in de zaal van het Vast bureau	€ 859,10
29/11/2023	Wegenis – Herinrichting van de parkeerzones en plaatsen van vloertegels voor slechthziende Sint-Pietersplein (Fase 2)	€ 101.319,58
29/11/2023	Informatica - Aankoop van 3 relais antennes GSM voor verkiezingen	€ 1.672,98
29/11/2023	Aankoop van headphones voor de studenten van het HIVOE	€ 360,46
29/11/2023	ISFCE - Aankoop een camera	€ 498,99
29/11/2023	ISFCE - Aankoop van een draadloze bewakingscamera	€ 86,86
29/11/2023	ISFCE - Aankoop een netwerk switch	€ 289,83
29/11/2023	ISFCE - Aankoop van Wifi repeaters	€ 955,66
06/12/2023	Contact plus - Aankoop van 5 smartphones - Project tegen digitale kloof	€ 1.345,28
06/12/2023	Contact plus- Aankoop van 8 tablets - Project tegen digitale kloof	€ 1.850,03
13/12/2023	Gemeentelijk depot – Aankoop van allerlei materiaal in het kader van de volledige herinrichting van de refter	€ 8.870,29
13/12/2023	Participatieve democratie - Aankoop en installatie van twee boekenkasten	€ 3.993,00
13/12/2023	Inrichting van de ingang van de polyvalente zaal van de Oudergemlaan 219 door het plaatsen van een systeem met automatische schuifdeuren	€ 34.781,45
13/12/2023	Ernest Richard - Aankoop van een computer en USB sleutels	€ 14.894,50
13/12/2023	Ernest Richard - Aankoop van kabel en netwerk gereedschap	€ 317,17
13/12/2023	Participatie – Levering en installatie van vier insectenhôtels	€ 1.553,64
13/12/2023	Aankoop van een Damesfiets met elektrische hulp + accessoires	€ 2.846,77
13/12/2023	Gemeentelijk depot - Aankoop van een professionele glaswassers (project gesubsidieerd Clean Brussels)	€ 1.172,03

13/12/2023	Openbare Netheid - Aankoop accessoires voor fietsen (helmen, hangsloten en GSM-dragers)	€ 372,33
13/12/2023	Academie Constantin Meunier - Aankoop van allerlei materiaal voor « Sculptuur » werkplaats en anderen	€ 4.113,73
13/12/2023	Academie Constantin Meunier - Aankoop een excenterschuurmachine en twee trapladders	€ 708,14
13/12/2023	Wegenis – Aanpassing en plaatsing van een hydraulische uitbreiding op de grijper van een MAN vrachtwagen met containersysteem	€ 4.211,11
20/12/2023	Participatieve democratie - Aankoop van een duivel en opbergdozen	€ 157,76
20/12/2023	Participatieve democratie - Aankoop van 2 Partytenten	€ 1.911,01
20/12/2023	School "Paradis des Enfants" - Aankoop van allerlei meubilair (kapstokken, bureaus)	€ 2.654,48
20/12/2023	School "Paradis des Enfants" - Aankoop van kleine huishoudtoestellen (koffiezetapparaten, kokers)	€ 239,80
20/12/2023	Informatica - Aankoop van netwerk materiaal voor integratie van de Dienst Preventie op het beveiligd netwerk "JDLC"	€ 2.985,31
20/12/2023	Gemeentelijk depot - Aankoop de twee accuschuurmachines + batterijen (Clean Brussels subsidie)	€ 619,66
20/12/2023	School "Paradis des Enfants" - Aankoop van ventilators bestemd voor de oude vleugel (kant "Vrijwilligers")	€ 2.704,93
20/12/2023	Participatie - Aankoop en levering van mugs in geëmailleerd staal (102 stuks)	€ 268,03
20/12/2023	Signalisatie – Uitvoeren van markeringen en versterking van de verticale signalisatie met 3 adressen (straten Beckers 129, Louis Hap 143, Joseph Vandersmissenlaan 27)	€ 4.097,51
20/12/2023	Wegenis – Levering en plaatsing van hoepels en paaltjes	€ 5.659,90
20/12/2023	School "Paradis des Enfants" - Aankoop van allerlei materiaal (papiervernietigers, schoonmaakkartjes, dressoirs)	€ 7.431,58
20/12/2023	Instituut Ernest Richard (Buedts) - Aankoop van diverse onderwijsbenodigdheden	€ 670,23
20/12/2023	H.I.V.E.O. - Aankoop van een camera met accessoires (subsidie project RRF)	€ 834,21
20/12/2023	Wegenis - Aankoop van fietsenrekken voor bakfiets	€ 1.300,75
20/12/2023	Informatica - Creche Aimé Dupont - Installatie en onderhoud van een prikklok	€ 2.577,30
20/12/2023	Openbare Netheid - Aankoop van twee fietsaanhangwagens om er een veegwagen aan te bevestigen	€ 3.702,60
20/12/2023	Openbare Netheid - Aankoop van twee trekkende fietsen voor de veegkarren	€ 5.415,14
20/12/2023	Gemeentelijke eigendommen - Elektrische en Informatica-aanpassingen	€ 24.092,00
20/12/2023	H.I.V.O.E. – Inrichten van 3 toiletten voor Dames	€ 28.690,00
20/12/2023	Gemeentelijke eigendommen – In conformiteit stellen van elektrische installaties in verschillende gemeentelijke gebouwen volgens behoeften	€ 25.476,00

20/12/2023	Crèche Aimé Dupont - Aankoop van lesmateriaal (kleine spelmodules voor kinderen)	€ 2.220,00
20/12/2023	School "Paradis des Enfants" - Aankoop bureaumeubilair	€ 1.490,00
20/12/2023	School "Paradis des Enfants" - Demontage- en sloopwerkzaamheden bij het oude zwembad	€ 28.925,00
20/12/2023	School "Paradis des Enfants" – Afdekkingswerken voor het plaatsen van de ventilatiegroep	€ 29.500,00
20/12/2023	School "Paradis des enfants" - Brandbeveiligingswerken – Plaatsen van brandwerende wanden en deuren (1ste fase)	€ 28.210,00
27/12/2023	School "Paradis des Enfants" - Aankoop van bureaustoelen en een bureautafel	€ 2.548,89
27/12/2023	School "Paradis des Enfants" - Aankoop van een wasmachine en een droogkast	€ 937,00
27/12/2023	School "Paradis des Enfants" - Aankoop van allerlei meubilair om de nieuwe kleuterschool vleugel uitte rusten (aanvulling)	€ 35.246,39
27/12/2023	School "Paradis des Enfants" - Aankoop van zitvlakken voor SICO tafels kleuters	€ 2.500,00

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen,

BESLIST :

Kennis te nemen van bovenvermelde beslissingen van het College van Burgemeester en Schepenen en dit in toepassing van artikel 234 §3 van de Nieuwe Gemeentewet.

Bâtiments publics - Openbare Gebouwen

18 Ecole « Paradis des enfants » - Rénovation de la cour intérieure – Approbation des conditions et du mode de passation

Le conseil communal,

Vu la Nouvelle loi communale du 24 juin 1988, notamment l'article 234§1 relatif aux compétences du conseil communal et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs et ses modifications ultérieures ;

Vu le décret et l'ordonnance du 16 mai 2019 de la Région de Bruxelles Capitale, de la Commission Communautaire Commune et de la Commission Communautaire Française concernant la publicité des administrations des institutions bruxelloises ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 41, §1, 2° (le montant estimé HTVA ne dépasse pas le seuil de 750.000,00 €) ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs

classiques et ses modifications ultérieures ;

Considérant le cahier des charges N° TP/VVC/2024/01 relatif au marché “Paradis des Enfants - Rénovation de la cour intérieure” établi par le Service des Travaux publics ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 500.000,00 € (incl. 21% TVA) (TVA cocontractant) ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée directe avec publication préalable ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2024, article 722/723-60 ;

Sur proposition du collège;

Décide:

Article 1^{er}

D'approuver le cahier des charges N° TP/VVC/2024/01 et le montant estimé du marché “Paradis des Enfants - Rénovation de la cour intérieure”. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics. Le montant estimé s'élève à 500.000,00 € (incl. 21% TVA) (TVA cocontractant).

Article 2

De passer le marché par la procédure négociée directe avec publication préalable.

Article 3

De compléter, d'approuver et d'envoyer l'avis de marché au niveau national.

Article 4

De transmettre cette délibération à l'autorité de tutelle en vue de l'exercice de la tutelle générale.

Article 5

De financer cette dépense par le crédit inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2024, article 722/723-60.

School “Paradis des enfants” - Renovatie van de binnenspeelplaats – Goedkeuring lastvoorwaarden en gunningswijze

De gemeenteraad,

Gelet op de Nieuwe gemeentewet van 24 juni 1988, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 234§1, betreffende de bevoegdheden van de gemeenteraad;

Gelet op de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motiveringsplicht van bestuurshandelingen, en latere wijzigingen;

Gelet op het decreet en ordonnantie van 16 mei 2019 van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de openbaarheid van bestuur bij de Brusselse instellingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 en latere wijzigingen inzake overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 41, §1, 2° (het geraamde bedrag excl. btw overschrijdt de drempel van 750.000,00 € niet);

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende plaatsing overheidsopdrachten klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Overwegende dat in het kader van de opdracht “Paradis des Enfants - Renovatie van de binnenspeelplaats” een bestek met nr. TP/VVC/2024/01 werd opgesteld;

Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht wordt geraamd op 500.000,00 € (incl. 21% btw) (btw medecontractant);

Overwegende dat voorgesteld wordt de opdracht te gunnen bij wijze van de vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met voorafgaande bekendmaking;

sous le seuil de 750.000,00 € HTVA

Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht voorzien is in het budget van 2024, op artikel 722/723-60 van de buitengewone dienst;

Op voorstel van het college;

Besluit:

Artikel 1

Goedkeuring wordt verleend aan het bestek met nr. TP/VVC/2024/01 en de raming voor de opdracht “Paradis des Enfants - Renovatie van de binnenspeelplaats”, opgesteld door de Dienst Openbare Werken. De lastvoorwaarden worden vastgesteld zoals voorzien in het bestek en zoals opgenomen in de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten. De raming bedraagt 500.000,00 € (incl. 21% btw) (btw medecontractant).

Artikel 2

Bovengenoemde opdracht wordt gegund bij wijze van de vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met voorafgaande bekendmaking.

Artikel 3

De aankondiging van de opdracht wordt ingevuld, goedgekeurd en bekendgemaakt op nationaal niveau.

Artikel 4

Deze beraadslaging met het oog op de uitoefening van het algemeen toezicht aan de toezichthoudende overheid over te maken.

Artikel 5

De uitgave voor deze opdracht is voorzien in het budget van 2024, op artikel 722/723-60 van de buitengewone dienst.

17 annexes / 17 bijlagen

LDP_école Paradis_S07_schéma éclairage.pdf, LDP_Ecole Paradis_P03_coupes A1.pdf, LDP_école Paradis_S02_schéma calepinage.pdf, 2024 ETT PDE cour intérieure PSS VGP BILINGUE.pdf,

LDP_Ecole Paradis_CSC_Clauses techniques_18.12.2023.docx, LDP_école Paradis_S06_schéma plantations.pdf, LDP_Ecole Paradis_P02_plan aménagement_A1.pdf, LDP_école Paradis_S04_schéma clotures.pdf, LDP_école Paradis_S05_schéma égouttage.pdf, 2024_02_05_CCH - Modele 3P.docx, LDP_école Paradis_S03_schéma bordures.pdf, 2024 ETT PDE cour intérieure PSS VGP BILINGUE à compléter.docx, LDP_école Paradis_S01_schéma revêtements.pdf, LDP_Ecole Paradis_CSC_Technische clausules_18.12.2023.docx, LDP_Ecole Paradis_P01_plan démolitions_A1.pdf, LDP_Ecole Paradis_D_CARNET DES DETAILS.pdf, LDP_Ecole Paradis_CSC_Métre quantitatif_18.12.2023.xlsx

Garage communal - Gemeentelijke garage

- 19 **Mise à disposition de deux bus communaux (aller/retour) à l'ASBL "L'adoption" le mardi 23 avril 2024 en vue de se rendre à la salle Cadol à Koekelberg.**

Le Conseil communal,

Considérant la demande de mise à disposition de deux bus communaux (aller/retour) à l'ASBL L'Adoption le mardi 23 avril 2024 en vue de se rendre à la salle CADOL à 1081 Koekelberg.

Considérant les législations belge et européenne concernant le transport de personnes en autocar ;

Considérant que le transport pour compte n'est autorisé qu'en cas de lien réel et permanent entre le transporteur et les personnes transportées ;

DECIDE d'approuver les termes de la convention, présentée ci-après, entre la Commune d'Etterbeek et l'ASBL L'Adoption.

Entre l'Administration Communale d'Etterbeek

Avenue des Casernes 31/1

1040 Etterbeek

Et L'ASBL L'ADOPTION

Chaussée Saint-Pierre 193

1040 Etterbeek

Dit « le transporteur pour compte propre ».

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 – Objet

La présente convention concerne la mise à disposition de deux bus communaux destinés à transporter (aller/retour) le mardi 23 avril 2024 un groupe de maximum 31 personnes, faisant partie du public de l'ASBL L'Adoption, entre Etterbeek et la Commune de Koekelberg.

deux chauffeurs sont également mis à disposition de l'ASBL L'Adoption.

Article 2 – Qualité des parties dans le cadre du transport

L'ASBL L'Adoption intervient comme transporteur pour compte propre dans le cadre de ce voyage.

L'administration Communale d'Etterbeek n'intervient en aucun cas comme transporteur.

Article 3 – Obligation du Centre Bruxellois du Génocide Syriaque.

L'ASBL L'Adoption s'engage à respecter la loi du 15 juillet 2013 relative au transport de voyageurs par route et portant exécution du Règlement (CE) n° 1071/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles communes sur les conditions à respecter pour exercer la profession de transporteur par route, et abrogeant la Directive 96/26/CE du Conseil, et portant exécution du Règlement (CE) n° 1073/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles communes pour l'accès au marché international des services de transport par autocars et autobus, et modifiant le Règlement (CE) n° 561/2006.

Article 4 – Etat des lieux et description du bus de l'Administration Communale d'Etterbeek

Lors de la prise de possession du véhicule de l'Administration Communale d'Etterbeek, il sera procédé à un état des lieux et à une description du véhicule.

Article 5 – Etat des lieux de sortie

Lors de son départ ou lorsque la mise à disposition du bus de l'Administration Communale d'Etterbeek prendra fin, L'ASBL L'Adoption devra les remettre dans l'état où elle l'a reçu, muni de tous les documents et clés nécessaires.

Elle s'engage à prendre à sa charge les dégâts qui ne résulteraient pas d'une usure « normale » de la voiture. L'estimation de ces dégâts se déroulera lors de l'état des lieux de sortie.

Article 6 – Vol du bus communal

En cas de vol du bus, l'ASBL L'Adoption est tenue de remplir une déclaration à la police. Elle adressera une copie du procès-verbal à l'administration Communale d'Etterbeek dans les plus brefs délais.

Article 7 – Accidents et dommages pendant la période de mise à disposition

L'administration Communale d'Etterbeek est déchargée de toute responsabilité dans le cadre du transport de personnes durant toute la période du transport.

L'ASBL L'Adoption est tenue de prendre une assurance pour couvrir tout incident pouvant survenir pendant la durée de la convention.

En cas d'accident ou de dommages, l'ASBL L'Adoption est tenu de remplir toutes les formalités et d'avertir immédiatement l'Administration Communale d'Etterbeek.

Si l'accident est dû, en tout ou en partie à un vol, à une faute lourde ou légère habituelle de l'ASBL L'Adoption ou d'un de ses membres, celle-ci prendra à sa charge la différence entre le coût total des réparations et le montant couvert par la compagnie d'assurances, ainsi que l'éventuelle majoration de prime qui viendrait à être mise à charge de l'Administration Communale d'Etterbeek.

Article 8 – Responsabilité en cas d'infraction ou d'accident en dehors du transport prévu à l'article 1

L'ASBL L'Adoption est seule responsable, tant civilement que pénalement, en cas d'infraction ou d'accident commis en dehors du transport prévu au présent contrat. elle prendra dès lors à sa charge la totalité des coûts de réparation du véhicule, ainsi que l'éventuelle majoration de la prime qui serait imposée à l'Administration Communale d'Etterbeek.

Article 9 – Frais de lavage et de parking

Le transporteur pour compte propre maintiendra les véhicules propres extérieurement et intérieurement, les frais de nettoyage étant à sa charge.

Les frais de parking sont à la charge du transporteur pour compte propre.

La présente convention sera établie en deux exemplaires originaux, chacune des parties reconnaissant en avoir reçu un.

Ter beschikkingstelling van twee gemeentebussen (heen-en terugrit) voor vzw "L'Adoption" op dinsdag 23 april 2024 om naar de zaal "Cadol" te Koekelberg te gaan.

De Gemeenteraad,

Overwegende dat de vzw L'Adoption gevraagd heeft om over twee gemeentebussen (heen- en terugrit) te beschikken op dinsdag 23 april 2024 om naar de zaal CADOL te 1081 Koekelberg te gaan;

Gelet op de Belgische en de Europese wetgeving in verband met het personenvervoer met autocar;

Overwegende dat het vervoer voor rekening enkel toegelaten is als er een reële en vaste band is tussen de vervoerder en de personen die vervoerd worden;

BESLIST om de voorwaarden van de hierna volgende overeenkomst tussen de gemeente Etterbeek en de vzw L' Adoption goed te keuren.

Tussen het Gemeentebestuur van Etterbeek

Kasernenlaan 31/1

1040 Etterbeek

En de vzw L' Adoption

Sint Pietersesteenweg 193

1040 Etterbeek

de zogenaamde “vervoerder voor eigen rekening”

wordt overeengekomen wat volgt:

Artikel 1 – Onderwerp

De onderhavige overeenkomst heeft betrekking op de terbeschikkingstelling van twee gemeentebussen voor het vervoer (heen- en terugrit) op dinsdag 23 april 2024 van een groep van maximaal 31 personen, die deel uitmaken van het publiek van de vzw L' Adoption tussen Etterbeek en de gemeente Koekelberg.

Er wordt ook twee chauffeurs ter beschikking gesteld van de vzw L' Adoption.

Artikel 2 – Hoedanigheid van de partijen in het kader van het vervoer

De vzw L' Adoption komt tussenbeide als vervoerder voor eigen rekening in het kader van die reis.

Het gemeentebestuur van Etterbeek treedt in geen geval op als vervoerder.

Artikel 3 – Verplichting van de vzw L' Adoption

De vzw L' Adoption verbindt zich ertoe de wet van 15 juli 2013 betreffende het reizigersvervoer over de weg en houdende uitvoering van de verordening (EG) nr. 1071/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van gemeenschappelijke regels betreffende de voorwaarden waaraan moet zijn voldoen om het beroep van wegvervoerondernemer uit te oefenen en tot intrekking van richtlijn 96/26/EG van de Raad en houdende uitvoering van de verordening (EG) nr.

1073/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van gemeenschappelijke regels voor toegang tot de internationale markt voor touringcar- en autobusdiensten en tot wijziging van verordening (EG) nr. 561/2006 na te leven.

Artikel 4 – Plaatsbeschrijving en beschrijving van de bus van het gemeentebestuur van Etterbeek

Bij de inbezitneming van het voertuig van het gemeentebestuur van Etterbeek wordt overgegaan tot een plaatsbeschrijving en een beschrijving van het voertuig.

Artikel 5 – Plaatsbeschrijving bij vertrek

Bij het vertrek of wanneer de terbeschikkingstelling van de bus van het gemeentebestuur van Etterbeek eindigt, geeft de vzw L' Adoption de bus terug in de staat waarin zij die ontvangen heeft, met inbegrip van de nodige documenten en sleutels.

Ze verbindt zich ertoe de schade die niet voortvloeit uit "normale" slijtage van het voertuig voor zijn rekening te nemen. Die schade wordt geschat op het moment van de plaatsbeschrijving bij vertrek.

Artikel 6 – Diefstal van de gemeentebus

Als de bus gestolen wordt, moet de vzw L' Adoption aangifte doen bij de politie. Ze bezorgt zo snel mogelijk een kopie van het proces-verbaal aan het gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 7 – Ongevallen en schade tijdens de periode van de terbeschikkingstelling

Het gemeentebestuur van Etterbeek wordt vrijgesteld van elke aansprakelijkheid in het kader van het vervoer van personen tijdens de volledige vervoerperiode.

De vzw L' Adoption moet een verzekering afsluiten voor elk incident dat zich kan voordoen tijdens de duur van de overeenkomst.

In geval van een ongeval of schade moet de vzw L' Adoption de nodige formaliteiten vervullen en het gemeentebestuur van Etterbeek onmiddellijk op de hoogte brengen.

Als het ongeval volledig of gedeeltelijk te wijten is aan bedrog, zware fout of gewoonlijk voorkomende lichte fout van de vzw L' Adoption of een van haar leden dan neemt de vereniging het verschil tussen de totale kostprijs van de herstellingen en het bedrag dat gedekt wordt door de verzekeringsmaatschappij voor haar rekening alsook de eventuele verhoging van de premie die ten laste zou vallen van het gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 8 – Aansprakelijkheid in geval van overtreding of ongeval buiten het vervoer dat voorzien is in artikel 1

De vzw L' Adoption is alleen aansprakelijk, zowel burgerlijk als strafrechtelijk, in geval van een overtreding of een ongeval buiten het vervoer dat voorzien is in de onderhavige overeenkomst. Zij neemt bijgevolg de volledige kostprijs van de herstelling van het voertuig voor haar rekening alsook de eventuele verhoging van de premie die opgelegd zou worden aan het gemeentebestuur van

Etterbeek.

Artikel 9 – Kosten voor schoonmaak en parking

De vervoerder voor eigen rekening houdt het voertuig schoon, zowel aan de buitenkant als aan de binnenkant. De schoonmaakkosten zijn voor zijn rekening.

De parkingkosten zijn ten laste van de vervoerder voor eigen rekening.

De onderhavige overeenkomst wordt opgesteld in twee originele exemplaren waarbij elk van de partijen erkent een exemplaar te hebben.

1 annexe / 1 bijlage

TR_Adoption Transport.msg

20 Mise à disposition de deux bus communaux et une camionnette pour l'Institut Sainte Anne en vue d'un aller le lundi 8 avril 2024 et le retour le vendredi 12 avril 2024 à Chiny.

Le Conseil communal,

Considérant la demande de mise à disposition de deux bus communaux et d'une camionnette pour l'INSTITUT SAINTE-ANNE d'un aller le lundi 8 avril 2024 et le retour le vendredi 12 avril 2024 à Chiny ;

Considérant les législations belge et européenne concernant le transport de personnes en autocar ;

Considérant que le transport pour compte n'est autorisé qu'en cas de lien réel et permanent entre le transporteur et les personnes transportées ;

DECIDE d'approuver les termes de la convention, présentée ci-après, entre la Commune d'Etterbeek et l'INSTITUT SAINTE-ANNE

Entre l'Administration Communale d'Etterbeek

Avenue des Casernes 31/1

1040 Etterbeek

Et l'INSTITUT SAINTE-ANNE

Représentée par Monsieur Mohsen Ombelets

Rue du Fort de Bonnelles 8

1040 Etterbeek

Dit « le transporteur pour compte propre ».

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 – Objet

La présente convention concerne la mise à disposition de deux bus communaux et d'une camionnette destinée à transporter un groupe de maximum 100 personnes, faisant partie du public de l'INSTITUT SAINTE-ANNE pour un aller le lundi 8 avril 2024 et le retour le vendredi 12 avril 2024 à Chiny ;

Deux chauffeurs sont également mis à disposition de l'INSTITUT SAINTE-ANNE.

Article 2 – Qualité des parties dans le cadre du transport

L'INSTITUT SAINTE-ANNE intervient comme transporteur pour compte propre dans le cadre de ce voyage. L'administration Communale d'Etterbeek n'intervient en aucun cas comme transporteur.

Article 3 – Obligation de l'INSTITUT SAINTE-ANNE

L'INSTITUT SAINTE-ANNE s'engage à respecter la loi du 15 juillet 2013 relative au transport de voyageurs par route et portant exécution du Règlement (CE) n° 1071/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles communes sur les conditions à respecter pour exercer la profession de transporteur par route, et abrogeant la Directive 96/26/CE du Conseil, et portant exécution du Règlement (CE) n° 1073/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles communes pour l'accès au marché international des services de transport par autocars et autobus, et modifiant le Règlement (CE) n° 561/2006.

Article 4 – Etat des lieux et description du bus de l'Administration Communale d'Etterbeek

Lors de la prise de possession du véhicule de l'Administration Communale d'Etterbeek, il sera procédé à un état des lieux et à une description du véhicule.

Article 5 – Etat des lieux de sortie

Lors de son départ ou lorsque la mise à disposition du bus de l'Administration Communale d'Etterbeek prendra fin, l'INSTITUT SAINTE-ANNE devra le remettre dans l'état où il l'a reçue, munie de tous les documents et clefs nécessaires. Elle s'engage à prendre à sa charge les dégâts qui ne résulteraient pas d'une usure « normale » du véhicule. L'estimation de ces dégâts se déroulera lors de l'état des lieux de sortie.

Article 6 – Vol du bus communal

En cas de vol du bus, l'INSTITUT SAINTE-ANNE est tenu de remplir une déclaration à la police. Il adressera une copie du procès-verbal à l'administration Communale d'Etterbeek dans les plus brefs délais.

Article 7 – Accidents et dommages pendant la période de mise à disposition

L'administration Communale d'Etterbeek est déchargée de toute responsabilité dans le cadre du transport de personnes durant toute la période du transport. L'INSTITUT SAINTE-ANNE est tenu de prendre une assurance pour couvrir tout incident pouvant survenir pendant la durée de la convention. En cas d'accident ou de dommages, l'INSTITUT SAINTE-ANNE est tenu de remplir toutes les formalités et d'avertir immédiatement l'Administration Communale d'Etterbeek. Si l'accident est dû, en tout ou en partie à un vol, à une faute lourde ou légère habituelle de l'INSTITUT SAINTE-ANNE ou d'un de ses membres, celle-ci prendra à sa charge la différence entre le coût total des réparations et le montant couvert par la compagnie d'assurances, ainsi que l'éventuelle majoration de prime qui viendrait à être mise à charge de l'Administration Communale d'Etterbeek.

Article 8 – Responsabilité en cas d'infraction ou d'accident en dehors du transport prévu à l'article 1

L'INSTITUT SAINTE-ANNE est seul responsable, tant civilement que pénalement, en cas d'infraction ou d'accident commis en dehors du transport prévu au présent contrat. Il prendra dès lors à sa charge la totalité des coûts de réparation du véhicule, ainsi que l'éventuelle majoration de la prime qui serait imposée à l'Administration Communale d'Etterbeek.

Article 9 – Frais de lavage et de parking

Le transporteur pour compte propre maintiendra la voiture propre extérieurement et intérieurement, les frais de nettoyage étant à sa charge. Les frais de parking sont à la charge du transporteur pour compte propre.

La présente convention sera établie en deux exemplaires originaux, chacune des parties reconnaissant en avoir reçu un.

Terbeschikkingstelling van twee gemeenschappelijke bussen en een bestelwagen voor het Instituut Sint-Anne voor een heenreis op maandag 8 april 2024 en terugreis op vrijdag 12 april 2024 naar chiny.

De Gemeenteraad,

Terbeschikkingstelling van twee gemeenschappelijke bussen en een bestelwagen voor het Instituut Sint-Anne voor een heenreis op maandag 8 april 2024 en terugreis op vrijdag 12 april 2024 naar chiny ;

Gelet op de Belgische en de Europese wetgeving in verband met het personenvervoer met autocar;

Overwegende dat het vervoer voor rekening enkel toegelaten is als er een reële en vaste band is tussen de vervoerder en de personen die vervoerd worden;

BESLIST om de voorwaarden van de hiernavolgende overeenkomst tussen de Gemeente Etterbeek en INSTITUUT SINT-ANNE goed te keuren.

Tussen het Gemeentebestuur van Etterbeek

Kasernenlaan 31/1

1040 Etterbeek

En INSTITUUT SINT-ANNE

Vertegenwoordigd door Meneer Mohsen Ombelets

Fort van Bonnellesstraat 8

1040 Etterbeek

De zogenaamde “vervoerder voor eigen rekening”

Wordt overeengekomen wat volgt:

Artikel 1 – Voorwerp

De onderhavige overeenkomst heeft betrekking op de terbeschikkingstelling van twee gemeentebussen voor het vervoer van een groep van maximaal 100 personen, die deel uitmaken van het publiek

van het INSTITUUT SINT-ANNE , tussen Chiny en Etterbeek een heenreis op maandag 8 april 2024 en terugreis op vrijdag 12 april 2024;

Er wordt ook twee chauffeurs ter beschikking gesteld van het INSTITUUT SINT-ANNE.

Artikel 2 – Hoedanigheid van de partijen in het kader van het vervoer

Het INSTITUUT SINT-ANNE komt tussenbeide als vervoerder voor eigen rekening in het kader van die reis.

Het gemeentebestuur van Etterbeek komt in geen geval tussenbeide als vervoerder.

Artikel 3 – Verplichting van het INSTITUUT SINT-ANNE.

Het INSTITUUT SINT-ANNE verbindt zich ertoe de wet van 15 juli 2013 betreffende het reizigersvervoer over de weg en houdende uitvoering van de verordening (EG) nr. 1071/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van gemeenschappelijke regels betreffende de voorwaarden waaraan moet zijn voldoen om het beroep van wegvervoerondernemer uit te oefenen en tot intrekking van richtlijn 96/26/EG van de Raad en houdende uitvoering van de verordening (EG) nr. 1073/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van gemeenschappelijke regels voor toegang tot de internationale markt voor touringcar- en autobusdiensten en tot wijziging van verordening (EG) nr. 561/2006 na te leven.

Artikel 4 – Plaatsbeschrijving en beschrijving van de bus van het gemeentebestuur van Etterbeek

Bij de inbezitneming van het voertuig van het gemeentebestuur van Etterbeek wordt overgegaan tot een plaatsbeschrijving en een beschrijving van het voertuig.

Artikel 5 – Plaatsbeschrijving bij vertrek

Bij het vertrek of wanneer de terbeschikkingstelling van de bus van het gemeentebestuur van Etterbeek eindigt, zal het INSTITUUT SINT-ANNE de bus teruggeven in de staat waarin zij die ontvangen heeft, met inbegrip van de nodige documenten en sleutels.

Zij verbindt zich ertoe de schade die niet voortvloeit uit “normale” slijtage van het voertuig voor haar rekening te nemen. Die schade wordt geschat op het moment van de plaatsbeschrijving bij vertrek.

Artikel 6 – Diefstal van de gemeentebus

Als de bus gestolen wordt, moet het INSTITUUT SINT-ANNE aangifte doen bij de politie. Ze bezorgt zo snel mogelijk een kopie van het proces-verbaal aan het gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 7 – Ongevallen en schade tijdens de periode van de terbeschikkingstelling

Het gemeentebestuur van Etterbeek wordt vrijgesteld van elke aansprakelijkheid in het kader van het vervoer van personen tijdens de volledige vervoerperiode.

Het INSTITUUT SINT-ANNE moet een verzekering afsluiten voor elk incident dat zich kan voordoen tijdens de duur van de overeenkomst.

In geval van een ongeval of schade moet het INSTITUUT SINT-ANNE de nodige formaliteiten vervullen en het gemeentebestuur van Etterbeek onmiddellijk op de hoogte brengen.

Als het ongeval volledig of gedeeltelijk te wijten is aan bedrog, zware fout of gewoonlijk voorkomende lichte fout van het INSTITUUT SINT-ANNE of een van haar leden dan zal de vereniging het verschil tussen de totale kostprijs van de herstellingen en het bedrag dat gedekt wordt door de verzekeringsmaatschappij voor haar rekening nemen alsook de eventuele verhoging van de

premie die ten laste zou vallen van het gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 8 – Aansprakelijkheid in geval van overtreding of ongeval buiten het vervoer dat voorzien is in artikel 1

Het INSTITUUT SINT-ANNE is alleen aansprakelijk, zowel burgerlijk als strafrechtelijk, in geval van een overtreding of een ongeval buiten het vervoer dat voorzien is in de onderhavige overeenkomst. Zij neemt bijgevolg de volledige kostprijs van de herstelling van het voertuig voor haar rekening alsook de eventuele verhoging van de premie die opgelegd zou worden aan het gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 9 – Kosten voor schoonmaak en parking

De vervoerder houdt het voertuig voor eigen rekening schoon, zowel aan de buitenkant als aan de binnenkant. De schoonmaakkosten zijn voor zijn rekening.

De parkingkosten zijn voor rekening van de vervoerder.

De onderhavige overeenkomst wordt opgesteld in twee originele exemplaren waarbij elk van de partijen erkent een exemplaar te hebben ontvangen.

1 annexe / 1 bijlage
Réservation de bus.msg